Samedi 28 novembre
17h30
Espace Charenton

MEETING national à Paris



SELMA LABIB 2027
« Une candidature ouvrière et révolutionnaire à la présidentielle »

RÉVOLUTIONNAIRES

65 15 OCTOBRE 2026 · 2 € · LE JOURNAL DU **NPA-RÉVOLUTIONNAIRES** POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



NUMÉRO SPÉCIAL

LA JEUNESSE EST DANS LA RUE !

ÉDITORIAL

Rien n'y fait. Le gouvernement a beau prétendre que la mobilisation lycéenne est en baisse, le nombre de manifestants le désavoue à chaque fois. Mardi encore, à Paris, plus de 70 000 manifestants, très majoritairement des jeunes. Énorme ! 10 000 à Rennes, plus de 10 000 à Marseille, 6 000 à Caen. En tout, 480 000 manifestants dans tout le pays selon les syndicats. À Paris, sans doute ailleurs, les cortèges des jeunes étaient plus nombreux que les cortèges syndicaux, preuve que le fer de lance de la mobilisation, ce sont les lycéens et les étudiants. Le gouvernement comptait sans doute sur l'approche des congés scolaires – et sur la répression qui n'a pas faibli. Raté ! Les lycéens ont été rejoints par les étudiants qui, eux, ne sont pas en vacances vendredi ! Et, partout, revient la date du samedi 17 octobre qui pourrait permettre à la mobilisation de franchir un cap.

Les lycéens sont en lutte contre le manque de moyens : bâtiments pourris, classes surchargées, profs non remplacés. Mais, au-delà, comme le disait un lycéen de Bordeaux, ils veulent *« un monde désirable »*. Et le moins qu'on puisse dire est que le monde que leur offrent les Macron, les Le Pen ou les Bolloré n'a rien de désirable ! Le règne du fric et

SUITE **PAGE 2** >>

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

POLITIQUE p. 1 à 3

Éditorial
Le 17 octobre et après, tous et toutes ensemble avec la jeunesse

Budget 2027 : la pompe à fric qui nous assèche pour arroser les riches

Primaires des socialistes : Glucksmann, l'homme qui se prend pour le destin de l'Europe

INTERNATIONAL p. 3 à 5

Nouveau deal entre Trump et Poutine sur le gazole : depuis le 7 octobre trois ans de guerre au peuple palestinien

Espagne :

États-Unis :

- La peine de mort dans toute son horreur
- L'administration Trump contre l'avortement

Inde : le gouvernement Modi sur une poudrière

MOUVEMENT LYCÉEN p. 6-12

LA JEUNESSE EN MOUVEMENT : COMMENT FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT ?

Notre politique dans le mouvement

Répression contre les jeunes

Violence des lycéens

RETOURS SUR LE MOUVEMENT

Florilège slogans, banderoles

Marseille, Dunkerque, Montpellier, Besançon, Toulouse, Lyon, réactions de profs

PREMIÈRES LIGNES – LE MOUVEMENT LYCÉEN DANS LES LIEUX DE TRAVAIL :

La mobilisation prend place dans les Ifsi

Quand la colère des lycéens ranime celle des agents

Échos du mouvement lycéen dans quelques entreprises

Ateliers SNCF de Rouen Quatre-Mares : avec la jeunesse mobilisée

PREMIÈRES LIGNES p. 12 à 15

Volkswagen: la direction reprend son offensive, à quand la riposte ?

Le flop du Mondial de l'auto 2026

Vis ma vie à Thermo-Fisher

Pétard mouillé pour les industries électriques et gazières

Stagiaires de l'Inspé de Grenoble : c'est la grève qui fait bouger le rectorat

Renault Flins, Stellantis Poissy : même combat !

VIE DU PARTI ET CULTURE p. 15

Agenda

Fête de Bordeaux

Au cinéma *Notre Salut*

NPA JEUNES-R p. 16

En Belgique aussi !

L'extrême droite en défense de la police

Une histoire de blessure fantôme

Aux revendications de la jeunesse, le gouvernement répond par... un formulaire à remplir

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

la compétition permanente pour *« sauver sa peau »*. Rien d'étonnant que les lycéens réclament la fin de Parcoursup, cette plateforme élitiste, cette machine à éliminer.

LE GOUVERNEMENT RÉPOND PAR LA MATRAQUE

Machine à éliminer, mais aussi à briser les rêves ! On ne devrait plus rêver à 15 ans ? À l'inverse, les jeunes sont supposés se couler dans l'univers étriqué que patrons et gouvernants ont façonné pour eux. Leur refus est une révolte saine, un cri d'espoir qui devrait nous rallier, qui devrait faire se lever tous *« les damnés de la terre »*!

Insupportable pour ce gouvernement des riches, qui a fait mine de changer de ton à leur égard, mais continue de leur envoyer les flics. À Lyon, les flics ont matraqué des militants du service d'ordre syndical, des parents d'élèves de la FCPE, se sont emparés d'une banderole syndicale. Lecornu et Geffray se disent à l'écoute, Nuñez cogne !

DES MINISTRES MORTS DE TROUILLE DEVANT LA CONTAGION POSSIBLE

Nos gouvernants sont morts de trouille. Parce que ce que vivent les jeunes n'est pas si différent de ce que nous vivons dans les usines et les bureaux : conditions de travail dégradées, précarité, compétition permanente pour *« améliorer son employabilité »*, comme disent les DRH : un Parcoursup à vie. Tout cela pour des salaires minables – la fin du mois arrive de plus en plus tôt !

La journée du 17 octobre est sur toutes les lèvres. Elle semble venue de nulle part, d'une réminiscence des Gilets jaunes, mais les dirigeants syndicaux ont fait la sourde oreille. Il aura fallu attendre les manifestations monstres de ce mardi pour que Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, finisse par affirmer soutenir les manifestations qui auraient lieu le 17 octobre. Elle aurait quand même pu y appeler ! Mais non, le calendrier de l'intersyndicale, c'est... le 5 novembre. Les responsables syndicaux pensent peut-être qu'un mouvement peut se mettre au congélateur pour le ressortir et le réchauffer au micro-ondes ?

Qu'à cela ne tienne. Faisons comme les jeunes : n'attendons pas après qui que ce soit. Au boulot, nombreux sont ceux qui disent : ce serait le moment d'y aller. Pas ce serait : c'est le moment d'y aller !

Alors, samedi, n'hésitons pas. Explosons les compteurs des manifs, préparons-nous à rebondir sur toutes les dates mises en avant, y compris le 5 novembre, et, surtout, commençons à discuter entre nous pour nous organiser. Comme les jeunes l'ont fait, directement entre nous.

Nous sommes le nombre, sans nous, ils ne peuvent rien.

• 13/10/2026

Budget 2027 : la pompe à fric qui nous assèche pour arroser les riches

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a présenté son budget. Mais les discussions qu'il a provoquées ont été rendues totalement inaudibles par l'irruption de la jeunesse dans un débat où ministres et députés ne l'attendaient pas ! En réclamant, entre autres, des moyens pour le bâti des établissements scolaires et pour disposer d'un nombre suffisant d'enseignants pour pouvoir travailler dans de bonnes conditions, ils ont pris le contre-pied complet des mesures du gouvernement qui avait chichement augmenté le budget de l'enseignement de 1,9 %, moins que l'inflation attendue qui s'élèvera en rythme annuel à 3,1 % en décembre 2026.

Pour renflouer ses caisses, le gouvernement tape sur tous les travailleurs, en priorité les plus fragiles. À commencer par les retraités : désindexation des pensions de la hausse des prix ; suppression de l'abattement de 10 % pour les impôts.

Le gouvernement veut aussi réduire les APL, les allocations familiales, l'allocation de rentrée scolaire, les indemnités en cas d'arrêt longue maladie. Quant aux travailleurs immigrés, Lecornu n'a pas hésité à faire un clin d'œil à l'extrême droite en instaurant une amorce de « préférence nationale » : les travailleurs immigrés subiraient un délai de carence (un an) avant de pouvoir toucher certaines prestations sociales (APL, prestations familiales) pour lesquelles ils cotisent quand même !

Dans le domaine de la santé, les hôpitaux, à bout de souffle, continueront à se serrer la ceinture, tandis que le gouvernement veut augmenter le reste à charge des assurés et transférer une partie des remboursements vers les complémentaires santé.

À l'autre bout, Lecornu a certes maintenu la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises, mais en la réduisant de 7 à 5 milliards. Il a aussi décidé de raboter un peu les exonérations de cotisations sociales : de 3,7 milliards... sur près de 80 milliards d'euros que l'État paye à la place des patrons. Il faut d'ailleurs rappeler que les subventions et autres ristournes fiscales coûtent pas moins de 211 milliards par an au budget de l'État !

Pour se faire pardonner d'avoir un tout petit peu taxé les patrons, Lecornu a prévu un allègement temporaire de la fiscalité sur les donations familiales. Temporaire, vraiment ? Les riches s'habituent si vite aux traitements de faveur !

Il est quand même intéressant de voir ce que les capitalistes font du fric qui leur est ainsi offert : en 2025, la France s'est hissée sur la deuxième marche du podium des dividendes versés aux actionnaires avec 61 milliards d'euros distribués. Quand on vous dit que cet argent existe et est à prendre dans les caisses du patronat !

Les parlementaires de la gauche institutionnelle débattent pour savoir s'il faut ou non censurer le gouvernement... Heureusement que la jeunesse ne les attend pas et est en train de rappeler à tout le monde que la meilleure censure, c'est celle des luttes et des manifestations.

JEAN-JACQUES FRANQUIER

Voir notre article détaillé →

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 65 • 15 OCTOBRE 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0528D11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION *POP - PARIS OFFSET PRINT*
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS ..... 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS ..... 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : **VERSION NUMÉRIQUE**
1 AN ..... 20€

- **PAR CARTE BANCAIRE** (SUR LE SITE)
  npa-revolutionnaires.org/abonnement
- **PAR CHÈQUE**
  À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
  ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA **BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12**

Glucksmann, l'homme qui se prend pour le destin de l'Europe

Il a fallu que la presse fasse un peu de publicité à la primaire socialiste complètement – et fort heureusement – passée à la trappe : les lycéens avaient envahi les rues et donné un bénéfique coup de pied dans le marigot politicien.

Toujours est-il qu'avec 66 % des voix des 102 000 électeurs qui avaient payé leurs 15 euros de droits de participation, c'est le non-socialiste Glucksmann qui est sorti vainqueur. La tête gonflée de ce succès, il a lancé : *« On voit que l'élection de 2027 va décider du destin de l'ensemble du continent européen. »* Le destin de l'Europe grâce à lui. Rien que ça.

À défaut de fumée blanche pour annoncer *urbi et orbi* la révélation de l'année, c'est de la farine qui a cueilli le chevalier blanc du PS en sortant du restaurant où il fêtait l'événement.

Dans la ligne des « débats » qui ont agité cette fameuse primaire où le spectre qui hantait le plateau s'appelait Mélenchon, il a tout de suite désigné l'ennemi : La France insoumise et sa violence inouïe qui aurait sûrement inspiré le lanceur. Pour Glucksmann, pas question d'alliance avec LFI, même aux législatives qui suivront la présidentielle : n'est-il pas le *« candidat de la rupture avec l'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon sur la gauche française »* ? Autrement dit un candidat les yeux plutôt tournés vers la *« droite républicaine »*. Quant à Hollande, il s'est dit satisfait, car ce choix *« tranche la ligne de la campagne dans le sens des réformistes »*, mais garde toujours en suspens l'annonce possible de sa propre candidature.

O. B.



DÉBAT DE LA PRIMAIRE DE LA GAUCHE, À ROSNY-SOUS-BOIS, LE 3 OCTOBRE 2026. CRÉDITS : BENOIT SOUBEYRAN / WIKIMEDIA COMMONS (CC BY-SA 4.0)

Nouveau deal entre Trump et Poutine sur le gazole

Nouveau coup de tête de Trump sur la scène internationale. Trois annonces explosives quasi simultanées : l'annonce d'un « deal » avec Poutine qui, rompant l'embargo décidé par les puissances occidentales sur le commerce avec la Russie, devrait permettre aux États-Unis d'importer quelque quatre millions de tonnes de diesel russe ; la proclamation d'un « cessez-le-feu énergétique » entre Moscou et Kiev, qui arrêterait pour un temps tout bombardement de l'Ukraine sur des centres pétroliers de Russie ; une nouvelle déclaration de Trump (comme il en a déjà fait dans le passé) selon laquelle Zelensky ne serait pas légitime à gouverner : les Ukrainiens devraient pouvoir élire « un nouveau président pouvant parvenir à un accord » avec la Russie.

Surprise à Kiev, dont le gouvernement n'avait pas été mis au courant de ce cessez-le-feu décrété en son nom par Trump. Consternation du côté des dirigeants impérialistes européens, qui s'estiment une nouvelle fois trahis par leur grand ami américain, eux, les Macron et Merz, qui se flattent haut et fort d'apporter une aide militaire et financière accrue à Zelensky, sous prétexte de menace russe (occasion d'augmenter aussi leurs propres budgets militaires et les affaires de leurs marchands de canons). Les affaires étant les affaires, l'embargo européen vis-à-vis de la Russie reste très sélectif et n'empêche pas la Russie de vendre son pétrole par d'autres voies, dont une partie revient y compris en Europe après avoir été raffiné en Inde par exemple.

Quant à Zelensky, sommé par Trump de laisser la place, il s'est empressé de dire qu'il lui faudrait obtenir de Moscou un cessez-le-feu de soixante jours pour organiser une élection… Ce que Moscou ne peut que lui refuser. Et les bombes continuent à tomber.

LUBIE OR NOT LUBIE ?

Le « cessez-le-feu énergétique », dernière lubie de Trump (que le feu cesse ou pas, peu lui importe), a une raison bien plus terre à terre et circonstancielle : tenter un geste vis-à-vis de son électorat « Maga » à la veille des élections dites de « mi-mandat » aux États-Unis, qu'il craint de perdre. C'est que là-bas aussi, les plus pauvres souffrent de la hausse des carburants et de toutes ses répercussions. Grâce au deal avec Poutine, une baisse de leur prix pourrait calmer une colère qui monte, espère Trump. Même s'il s'agit d'une promesse, pour plus tard, même si les quantités annoncées ne vont pas changer grand-chose aux prix, il faudrait juste que ça tienne jusqu'au 3 novembre, pour que son propre électorat ne puisse pas (ou pas trop) lui reprocher de dépenser des dollars pour le reste du monde, qu'il oublie notamment cette guerre engagée par lui contre l'Iran. Et cette fois, ce n'est pas un coup d'éclat comme au Venezuela, où Trump a pu récupérer un potentiel marché pétrolier en changeant une tête du régime. Cette fois, contre l'Iran, la guerre s'éternise et embrase le Moyen-Orient et fait accessoirement flamber le prix du pétrole. Trump aimerait faire croire qu'il n'en est pas responsable.

> « Il s'agit d'affaires pour les multinationales pétrolières, pour les marchands d'armes américains. »



TRUMP ET POUTINE À ANCHORAGE (ALASKA), LE 15 AOÛT 2025. CRÉDITS : BENJAMIN APPLEBAUM / DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS (DOMAINE PUBLIC)

Mais il ne s'agit pas d'une lubie. Il s'agit d'affaires pour les multinationales pétrolières, pour les marchands d'armes américains. Il s'agit, non pas du sort du peuple ukrainien ou russe, mais d'obtenir des marchés et contrats (quelques-uns déjà obtenus il y a un an de l'Ukraine pour l'exploitation de richesses minières en remboursement des fournitures apportées dans les premières années de la guerre). Peut-être même un contrat avec les pétroliers russes ! Il s'agit aussi du contrôle du Moyen-Orient, dont la guerre d'Iran est l'un des enjeux, la région du monde la plus riche en ressources pétrolières. C'est une constante de la politique impérialiste américaine, depuis la mise en place de la dictature du chah en Iran, soutenue pendant plus de 75 ans, jusqu'à la guerre aujourd'hui, en passant par les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Politique menée sous tous les présidents américains, faisant des envieux ou des alliés parmi les puissances impérialistes de second rang d'Europe, suivant les époques.

MICHELLE VERDIER

TROIS ANS APRÈS LE 7 OCTOBRE : LE CHAOS TOUJOURS PLUS GRAND AU MOYEN-ORIENT

Près de 75 000 morts et plus de 175 000 blessés dans une bande de Gaza toujours occupée et en état de catastrophe humanitaire ; environ 1 200 morts, 13 000 blessés, 25 000 arrestations et 10 000 hectares de colonies supplémentaires – officielles ou non – en Cisjordanie ; près de 9 000 morts dans la guerre au Liban, entre 3 500 et 4 500 en Iran, des dizaines en Syrie et au Yémen lors d'« opérations militaires » ; 100 000 frappes sur les « cinq fronts » (Gaza, Liban, Syrie, Iran et Yémen) revendiquées par Netanyahou lui-même… L'État sioniste n'en finit pas de semer la mort et le chaos tout autour de lui.

ÉLECTIONS ISRAÉLIENNES : PAS DE CHANGEMENT EN PERSPECTIVE

Ce n'est pas ce bilan macabre qui risque de coûter sa place au Premier ministre lors des élections du 27 octobre. En revanche, les révélations journalistiques pourraient contribuer à le discréditer : selon *Haaretz* et *The Atlantic*, Netanyahou aurait été averti des projets du Hamas par le président des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed, et par le chef des renseignements égyptiens, Abbas Kamel, dès la fin du mois de septembre 2023. Sans bouleverser les sondages, cette affaire est récupérée par son opposition.

La coalition anti-Netanyahou, « Ensemble », peut espérer l'emporter et renverser celui qui dirige le gouvernement depuis 2022 (et, précédemment, de 1996 à 1999 et de 2009 à 2021). Mais elle ne remet nullement en cause le fond de la politique sioniste : la colonisation, le génocide, l'apartheid et le rôle de gendarme régional de l'impérialisme.

Ces politiques sont dans la nature même de l'État israélien et du projet sioniste : un État réservé aux Juifs sur une terre habitée par d'autres ne saurait être démocratique. Il ne peut que chercher à expulser ou à faire disparaître le peuple présent antérieurement. Il ne peut exister qu'avec le soutien des grandes puissances, en s'acquittant de leurs basses besognes.

TROIS ANS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Depuis le 7 octobre 2023, la nouveauté n'est pas le non-respect des résolutions de l'ONU (Israël a désobéi à presque toutes celles qui le concernent depuis sa création) et du prétendu « droit international » – droit qui ne sert certainement pas à mettre fin à l'oppression et à l'exploitation. La nouveauté, c'est le cap qui a été franchi dans le génocide à Gaza, avec la fin des faux-semblants quant à la volonté de chercher une solution de paix.



MANIFESTATION POUR UN CESSEZ-LE-FEU EN PALESTINE ET AU LIBAN, À PARIS, LE 5 OCTOBRE 2024. CRÉDITS : JEANNE MENJOULET / WIKIMEDIA COMMONS (CC BY 2.0)

Mais ce sont aussi les dizaines de milliers de manifestations dans le monde – plus de 50 000 dans 137 pays selon l'Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled) –, les grèves étudiantes et ouvrières, comme celles des dockers refusant de charger des armes à Gênes, Barcelone, Fos-sur-Mer ou encore Oakland. C'est l'émergence, dans les métropoles impérialistes comme dans les pays arabes aux dirigeants complices, d'une génération solidaire de la Palestine, dont la mobilisation met en difficulté les gouvernements, tout en aidant le peuple palestinien à tenir encore et toujours.

JEAN-BAPTISTE PELÉ

État espagnol

La mort de Maricarmen ravive la colère sociale

Pedro Sánchez, le Premier ministre espagnol, a convoqué des élections anticipées pour le 29 novembre. Le pays connaît une forte mobilisation sociale déclenchée par l'expulsion de Maricarmen du logement qu'elle occupait depuis 70 ans. Les images d'une dame de 87 ans chassée de chez elle sur une civière avaient provoqué une vague d'indignation : face à la mobilisation, le promoteur a décidé de la réintégrer dans son logement. Mais celle-ci n'aura pas eu le temps de retourner chez elle : elle est morte le 7 octobre, à l'hôpital où elle avait été admise après son expulsion. Son décès a ravivé la colère contre cette société impitoyable du fric.

La mobilisation a remis les pendules à l'heure, faisant passer au second plan la campagne de l'extrême droite et de la droite contre les migrants, déclenchée par l'afflux massif dans l'enclave espagnole de Ceuta, sur la côte marocaine, de 70 000 migrants, attirés par une hélas fausse information sur l'ouverture des frontières… Le gouvernement espagnol était apparu sur la défensive, s'excusant de cette « invasion » et demandant l'aide de l'Europe pour la combattre…

Pedro Sánchez pense avoir trouvé l'occasion de se remettre en selle. En effet, devant la mobilisation sociale, il avait proposé une série de décrets sur le logement qui, tous, ont été rejetés à quelques voix près au parlement de Madrid par la droite et l'extrême droite, rejointes en la circonstance, par les députés du parti indépendantiste Junts, représentant la bourgeoisie catalane.

Pour Pedro Sánchez, la mobilisation sociale est une fuite en avant, il espère ainsi tenter de sauver les meubles, aidé en cela par les partis de la gauche institutionnelle et les organisations syndicales qui, toutes, vont tenter de canaliser la colère sociale vers la voie électorale.

Pour les travailleurs, c'est évidemment une impasse. Le mouvement actuel pointe déjà les responsabilités actuelles du gouvernement le plus « progressiste » d'Europe. Lutter pour qu'il ne soit pas détourné et conserve son autonomie par rapport à tous ceux qui n'ont que les élections en tête est un objectif que les révolutionnaires doivent se donner.

GAËL QUIRANTE

(Voici un court extrait d'un article de nos camarades d'Izar.)

IZAR

Le mouvement pour le logement peut et doit rester indépendant de la gauche institutionnelle

Que la gauche institutionnelle cherche à s'approprier le mouvement pour le logement et à l'utiliser à des fins électorales n'a rien d'exceptionnel. Tout comme il n'est pas surprenant que les directions bureaucratiques des CCOO et de l'UGT aient appelé à une grève générale pour semer l'agitation pendant la campagne électorale et renforcer le vote en faveur du gouvernement actuel. […]

Mais comprendre tout cela ne signifie pas qu'il ne faille pas se consacrer pleinement à la préparation de cette grève générale, bien au contraire. Il faut profiter de cet appel à la grève pour aller à la rencontre des travailleurs sur leurs lieux de travail et renforcer une mobilisation collective encore plus large qu'aujourd'hui. Il faut renforcer l'auto-organisation du mouvement afin qu'il ne dépende ni de la gauche institutionnelle ni des directions syndicales et qu'il puisse les dépasser. […]

Au cours des prochains mois, on nous dira que le problème du logement est lié à la droite et à son refus des décrets. Évidemment, tout le monde sait bien que la droite et l'extrême droite ne veulent réglementer aucun aspect lié au secteur immobilier. Mais il n'est pas vrai que ce soit là le seul problème. N'y avait-il pas une majorité de partis progressistes au Congrès en 2023 lorsque le gouvernement PSOE-UP a adopté une loi sur le logement qui n'a rien résolu ? […]

LA GAUCHE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DOIT (PEUT) SE COORDONNER DANS CE CONTEXTE POLITIQUE

À Izar, nous pensons que cette séquence politique est d'une importance capitale pour le renforcement des idées révolutionnaires et d'une génération militante qui va se forger au cours de ces mobilisations, dans une perspective d'indépendance politique vis-à-vis de la gauche institutionnelle. […]

L'article complet, en castillan, peut être lu ici →

INDE
Le gouvernement Modi sur une poudrière



ÉTUDIANTS RASSEMBLÉS À JANTAR MANTAR, À NEW DELHI, LE 20 JUILLET 2026, CONTRE LA FRAUDE À L'EXAMEN D'ENTRÉE EN MÉDECINE. CRÉDITS : SUMITA ROY DUTTA / WIKIMEDIA COMMONS (CC BY-SA 4.0)

En juin et juillet derniers, une vague de manifestations étudiantes avait déferlé dans le pays à l'appel notamment du Parti populaire des cafards (CJP), ainsi nommé en reprenant par dérision une insulte envers des manifestants du président de la Cour suprême. Ils protestaient contre les fraudes aux examens et réclamaient la démission du ministre de l'Éducation nationale, responsable de l'annulation de l'examen d'entrée en médecine et du suicide de nombreux étudiants. Après cinq jours de manifestations ininterrompues à New Delhi, le ministre était finalement contraint à la démission et les revendications étudiantes satisfaites. Ce recul, inédit, du Premier ministre et nationaliste hindou d'extrême droite Narendra Modi devant la détermination des manifestants n'a pas suffi à calmer la jeunesse.

Une nouvelle épreuve de force s'est cristallisée autour de la révision des listes électorales. Initiée officiellement pour nettoyer les listes des doublons, des défunts et des fraudeurs, elle s'est transformée en une vaste opération – 130 millions de radiations, notamment d'électeurs musulmans opposés à Modi – au grand bénéfice du Parti du peuple indien (BJP) au pouvoir. Une manifestation interdite appelée par le Parti des cafards et le Parti du Congrès, parti qui a longtemps gouverné l'Inde avant l'arrivée de Modi, a été violemment réprimée samedi 10 et dimanche 11 octobre, mais a rassemblé des dizaines de milliers de manifestants. L'accès au centre de New Delhi a été interdit par le déploiement de 20 000 policiers qui ont effectué des milliers d'interpellations, et même des dizaines de milliers d'après certaines sources. Trois leaders du Parti des cafards, dont son principal responsable, Abhijeet Dipke, ont été arrêtés dès leur arrivée, et libérés le lendemain. Les manifestants réclament la démission du chef de la commission électorale.

L'agitation sociale incessante de ces derniers mois contraint le gouvernement à la défensive. Elle reste, pour le moment, essentiellement animée par la jeunesse estudiantine et se concentre sur des objectifs de justice et de démocratie. Mais, si la classe ouvrière indienne, nombreuse et concentrée, entre dans la danse, les jours du régime de Modi seront comptés.

MICHEL GRANDRY

Ah ! Si sa mère avait connu l'avortement !

L'administration Trump continue de plus belle son offensive contre l'avortement à l'échelle internationale. Non seulement le démantèlement brutal de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAid) en 2025 et l'arrêt de l'aide humanitaire qu'elle dispensait mettent en danger de mort certaine plus de six millions de personnes d'ici 2030 dans de nombreux pays pauvres de la planète, mais cela s'accompagne de la signature d'accords bilatéraux uniquement entre les États-Unis et les pays qui affichent leur hostilité ouverte à l'avortement et à la contraception. Ce sont désormais 46 États qui ont paraphé la *« déclaration du consensus de Genève »* qui proclame la primauté du *« droit à la vie »* et affirme *« qu'il n'existe pas de droit international à l'avortement »*. Beaucoup de pays d'Afrique parmi eux, mais aussi… la Russie et l'Arabie saoudite ! Une véritable internationale réactionnaire sans principe autre que celui de piétiner le droit des femmes à disposer de leur corps, dont Trump et les églises évangéliques américaines sont les têtes de gondole. En effet, sous couvert de subventions à des associations caritatives, ce sont des milliards de dollars qui sont alloués par le gouvernement américain aux évangéliques d'extrême droite présents sur les continents africain et sud-américain. Peu de soins mais beaucoup de prêches contre l'avortement, la contraception et l'homosexualité. Les femmes vont être les premières victimes de cette politique : les prévisions pour la période entre 2025 et 2030 indiquent entre 40 et 55 millions de grossesses non planifiées et entre 12 et 16 millions d'avortements à risque.

MARIE DAROUEN



LA PLAQUE DE L'USAID RECOUVERTE D'ADHÉSIF, À WASHINGTON, LE 7 FÉVRIER 2025. CRÉDITS : G. EDWARD JOHNSON / WIKIMEDIA COMMONS (CC BY 4.0)

ÉTATS-UNIS : LA PEINE DE MORT DANS TOUTE SON HORREUR

Christa Pike, une femme de 50 ans, condamnée à mort dans le Tennessee pour un crime commis à l'âge de 18 ans, a survécu à deux injections létales le 30 septembre dernier et a été transportée à l'hôpital dans un état critique. Elle avait été condamnée à la peine capitale pour un meurtre commis en 1995 et croupissait depuis près de trente ans dans le sinistre « couloir de la mort » d'une prison. Christa Pike était la première femme à être exécutée dans le Tennessee depuis deux cents ans. Aux États-Unis, 18 femmes ont été exécutées depuis le rétablissement de la peine capitale en 1976. Elle a repris connaissance le 6 octobre, mais la peine de mort qui la frappe est toujours en vigueur…

Mardi 6 octobre, le département de la Défense des États-Unis a annoncé que Nidal Malik Hasan, militaire d'origine palestinienne condamné à mort pour avoir tué treize soldats dans la base de Fort Hood, au Texas, en 2009, serait exécuté en public. Hasan, lui-même blessé, est aujourd'hui paralysé des jambes. Son exécution par fusillade devrait être filmée et diffusée en direct sur Internet. Trump s'est empressé d'approuver cette annonce. Les États-Unis rejoindraient ainsi les seuls pays, l'Iran et l'Afghanistan, qui procèdent à des exécutions publiques. Si cette décision était appliquée, la plus grande puissance mondiale, qui prétend donner des leçons de démocratie à la terre entière, reprendrait à son compte cette férocité inhumaine.

Christa Pike et Nidal Hasan, deux victimes de la peine de mort, cette barbarie sanguinaire héritée d'une justice moyenâgeuse et encore appliquée à travers le monde dans une vingtaine d'États.

M. G.

Les étudiants rejoignent les lycéens : qui seront les prochains ?

Une semaine après les manifestations massives du 6 octobre, des centaines de milliers de lycéens et étudiants sont à nouveau descendus dans la rue, et poursuivent leurs tentatives de structuration du mouvement.

LE GOUVERNEMENT CRAINT L'ENRACINEMENT DE LA COLÈRE

Rien à faire, impossible de faire rentrer les lycéens en classe. Les temps de « démocratie participative » ne convainquent personne, ni les profs, ni les lycéens qui ne s'y rendent que pour en dégager la direction des établissements et les transformer en rassemblements (comme à Cachan ou à Sainte-Geneviève). Non, la colère ne se calme pas avec des miettes. Au contraire, la détermination lycéenne a déjà largement entraîné les étudiants dans la danse… et bientôt le monde du travail ?

LYCÉENS, ÉTUDIANTS : MÊME COMBAT !

Les universités ne rejoignent pas seulement les lycéens pour « soutenir les petits », mais bien parce qu'ils rejettent également cette éducation à deux vitesses. Si le gouvernement trie socialement les élèves à l'entrée des facs avec Parcoursup, il continue avec MonMaster, car il est hors de question pour lui d'augmenter les moyens dans l'éducation.

AUCUNE NÉGOCIATION N'EST POSSIBLE TANT QUE DES LYCÉENS SONT EN GARDE À VUE !

Face à un mouvement en expansion, le gouvernement comprend que sa brutale répression (6 500 interpellés, des centaines de condamnés, des jeunes mutilés) ne suffit pas. Il ferme donc des centaines de lycées et universités tout en faisant semblant d'ouvrir des négociations.

Ainsi, les rendez-vous de « négociations » de certaines organisations prétendant représenter les lycéens avec le ministre de l'Éducation nationale ou le Premier ministre Lecornu se sont multipliés dans la semaine, bien que ceux-ci n'offrent « aucune garantie concrète ». Qui a mandaté ces organisations pour aller discuter avec le gouvernement – ce qui ne peut, à cette étape, que renforcer celui-ci, alors qu'il n'a rien à offrir ? Certainement pas les assemblées générales universitaires ou lycéennes ! Pourquoi passer par-dessus les organes démocratiques de la mobilisation ?

POUR GAGNER, IL FAUT S'ORGANISER !

Une fraction des lycéens et des étudiants comprend le danger, et se coordonne. Des embryons de coordinations locales se multiplient sur l'ensemble du territoire, jusqu'à la réunion de 200 lycéens issus de 71 établissements, 32 villes et 17 départements à Paris samedi 10 octobre. Ceux-ci ont décidé d'appeler à de nouvelles journées de mobilisation le 13 octobre, le 15 octobre ainsi qu'à rejoindre les manifestations du 17 octobre. Ils se retrouvent à nouveau pour une véritable coordination nationale lycéenne dimanche 18 octobre, avec des délégations élues venant d'un maximum de lycées du pays, tandis que, chez les étudiants, l'assemblée générale de l'université Grenoble Alpes appelle également à une coordination nationale étudiante.

STEFAN INO



La jeunesse en mouvement : Comment faire plier le gouvernement ?

Depuis maintenant plusieurs semaines, les lycéennes et lycéens ont initié un mouvement d'ampleur contre le gouvernement, contre ses choix budgétaires assumés (de l'argent pour la guerre, mais surtout pas pour tous les services utiles à la population comme l'éducation…) et contre l'avenir pourri qui leur est promis par le système capitaliste !

Pour que le mouvement dure, il doit continuer de s'organiser et de se structurer ! Chaque semaine, nous sommes très nombreux en manifestations : 300 000 le 29 septembre lors de la journée de grève de la fonction publique, 170 000 le 1er octobre, 256 000 le 6 octobre, plusieurs dizaines de milliers le 8 et encore davantage le 13 octobre. En clair, la colère ne se calme pas. Et pour cause, elle a de sérieuses racines.

NOUS AVONS LA POSSIBILITÉ RÉELLE DE FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT !

Si Macron et ses ministres usent à ce point de la répression, ce n'est pas pour rien. Les lycéens éborgnés et mutilés, c'est parce que le gouvernement comprend que les lycéens pourraient entraîner les étudiants, les travailleurs et l'ensemble des classes populaires dans la rue et la mobilisation ! Certains ministres ont changé de ton, en tentant de négocier et de lâcher des miettes. À cette étape, ce sont des miettes, mais qui nous disent qu'ils pourraient bien lâcher davantage si l'on continue et que ça s'étend !

> « Il faut renforcer [les] cadres d'assemblées générales et se coordonner y compris nationalement »

Les étudiants ont rejoint la danse, il y a plusieurs jours maintenant, mais les stratégies de lock-out et autres fermetures administratives entravent la massification du mouvement étudiant. Tout comme les fermetures de lycées. Mais cela peut se dépasser.

Il faudra aussi dépasser le simple mouvement de soutien aux lycéens. Ce que les étudiants peuvent offrir de meilleur aux lycéens en ce moment, c'est de saisir l'occasion d'imposer leurs propres revendications, par la grève étudiante.

C'est sûr que, pour gagner, il faudra renforcer encore la participation étudiante et chercher à étendre la mobilisation. Les cadres d'assemblées générales et de coordinations sont fondamentaux pour ne pas se laisser dicter le rythme et les objectifs de notre mobilisation par les directions des syndicats étudiants et lycéens qui vont négocier avec le gouvernement sans en rendre compte devant les étudiants et lycéens mobilisés. Pour y faire face et pouvoir faire en sorte que les jeunes qui deviennent militants du mouvement décident par eux-mêmes, il faut renforcer ces cadres d'assemblées générales et se coordonner y compris nationalement (comme ont commencé à le faire les lycéens le samedi 10 octobre et comme les étudiants se préparent à le faire le 18 octobre).

LA PERSPECTIVE D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE EST POSSIBLE !

Même si les jeunes peuvent arracher gros au gouvernement, les travailleurs peuvent renverser la table en s'engouffrant dans la brèche, en posant la perspective d'une grève générale. Avant le mouvement des lycéens, on discutait déjà du retour des Gilets jaunes autour du 17 octobre : plus que jamais, il faut défendre le fait que les travailleurs rejoignent aussi le mouvement. Partout, dans tous les secteurs, dans toutes les entreprises, il y a un ras-le-bol et de la colère.

Un mouvement d'ensemble, une grève générale, « Octobre 2026, nouveau Mai 68 » (comme chantent les jeunes dans les manifestations), c'est bien ce qui fiche une peur bleue à la bourgeoisie et ses laquais du gouvernement. Les lycéens, les étudiants, regardent du côté des travailleurs. Ils attendent qu'ils ne soient pas simplement à leurs côtés, en soutien aux revendications de la jeunesse, mais eux aussi dans la lutte, pour une riposte d'ensemble, dans la grève ! Un mouvement de la jeunesse de plus en plus massif et déterminé, combiné à la force de blocage d'une grève qui se généralise, voilà le cauchemar de Macron et ses amis du patronat, voilà qui permettrait de mettre un sérieux coup d'arrêt à toutes les politiques antisociales et, au-delà, d'arracher la satisfaction de bien des revendications vitales !

LOIE FLORES



CORTÈGE DE LA COORDINATION LYCÉENNE À PARIS LE 13 OCTOBRE

« Il n'y a pas de violences policières… ça crève les yeux ! »

C'est ce qu'on peut lire sur des pancartes de lycéennes et lycéens. Ils ont la rage et crient *« Tout le monde déteste la police »*, *« On veut le bac et pas la BAC »*, *« Le bac et pas la matraque »*, *« Police partout, justice nulle part »*, *« Moins de flics, plus de fric »*. Les violences policières, ce sont ces fourgons de flics postés à 5 h 30 du matin près de lycées, dont des camions anti-émeutes ; des tirs de grenades en tous genres, qui ont crevé un œil, explosé une mâchoire, arraché une main ; ce sont aussi des clés d'étranglement de robocops sur des adolescentes de 15 ans, ou des voitures béliers lancées sur des groupes de jeunes. Les gouvernements se succèdent et se surpassent en répression. La nouvelle équipe de Macron et Lecornu, flanqués de Geffray à l'Éducation et Nuñez à l'Intérieur (chef des flics), décroche le record effarant de 6 877 jeunes placés en garde à vue, dont 86 % de moins de 18 ans (chiffres du ministre de la Justice, leur comparse Darmanin). Des jeunes de 14 à 17 ans ont été raflés par milliers devant leurs lycées ou en manifestations, embarqués pour des gardes à vue qui ne sont pas de simples contrôles d'identité mais des incarcérations de 24 heures ou plus au commissariat, et parfois des poursuites judiciaires arbitraires.



VIOLENCES FÉROCES, COMME LE SYSTÈME CAPITALISTE QUI LES ENGENDRE

Les autorités de l'État appellent ça *« gestion du maintien de l'ordre »*… Oui, mais de l'ordre établi d'une société de classe, pour qu'une minorité qui détient la propriété et la fortune continue à exploiter le travail de l'immense majorité des autres. Et gère aussi par la répression les oppressions qui en découlent. Depuis la fin du XIXe siècle, des polices ont été érigées et perfectionnées, municipales et nationales, avec des contingents toujours plus nombreux, des moyens matériels toujours plus sophistiqués. C'est contre des travailleurs en grève que les polices ont été lancées et ont tué. C'est contre les peuples colonisés, dont est issue une partie de la classe ouvrière française, que les forces de répression se sont acharnées, ajoutant le racisme à la violence physique. Pas un hasard si le RN est l'adepte le plus chaud d'une police raciste, Jean-Marie Le Pen ayant fait ses armes de tortionnaire en Algérie. D'où la détestation, chez les jeunes en lutte, des flics et du RN !

Aujourd'hui, c'est bien la révolte sociale des jeunes de banlieue, de milieu ouvrier et populaire, que le pouvoir combat par la répression : pour tenter de l'empêcher de s'exprimer et de s'organiser. La criminalisation des mobilisations et manifestations ouvrières ou populaires se généralise. La répression qui veut intimider, décourager, s'est lâchée en 2016 contre les opposants à la loi Travail (sous Hollande, dit de gauche !), contre les Gilets jaunes en 2018-2019, contre bien des travailleurs et travailleuses, militants syndicaux ou non depuis. Cette fois, c'est la révolte de la jeunesse des milieux populaires qu'elle voudrait étouffer, et cela concerne l'ensemble du mouvement ouvrier. Cette jeunesse qui relève le gant et s'organise rejette tout dialogue avec les autorités, toute discussion avec quiconque les représente, tant que les poursuites contre leurs camarades réprimés ne seront pas levées.

MICHELLE VERDIER

FACE À LA VIOLENCE D'ÉTAT, COMMENT RÉPONDRE ?

Dès le début du mouvement lycéen, ministres et responsables politiques réacs se sont précipités pour dénoncer les « violences » des jeunes. Lecornu n'a pas hésité à parler de *« violences urbaines »* et des médias complaisants ont, pendant des jours, montré en boucle des feux de poubelles, l'incendie d'un camion de pompiers ou les dégradations dans un lycée de Nantes ou de la banlieue de Bordeaux, faisant semblant d'y voir le comble de la dangerosité.

Quant aux violences policières, elles n'ont été vues que lorsque des vidéos tournées par des manifestants ou des passants sont devenues virales. Il est pourtant évident que, si les chefs d'établissement ne se dépêchaient pas de boucler les établissements, menaçant les élèves de sanctions, voire n'hésitant pas à s'impliquer physiquement, les jeunes en colère auraient plus facilement investi leurs établissements pour débattre, s'organiser, confectionner pancartes et banderoles. Il est surtout évident que les forces de police ont été envoyées au contact, et ont agi comme éléments provocateurs. Il ne s'agit pas de « bavures » individuelles, mais d'une politique délibérée. Il peut être utile de rappeler les propos d'un responsable de la police rapportés par l'universitaire Laurent Bonelli dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2019 : *« C'est nous, l'institution, qui fixons le niveau de violence de départ. Plus la nôtre est haute, plus celle des manifestants l'est aussi. »*

La jeunesse des classes populaires ne porte pas la police dans son cœur : le comportement des flics dans les cités, abondamment documenté, suffit largement à l'expliquer. Et les lycéens ne sont pas près d'oublier les 6 000 interpellations, les mâchoires fracassées, les mains arrachées ! Que la colère des jeunes contre l'avenir bouché que leur offre cette société se traduise par des explosions de violence n'a donc rien de surprenant. De nombreux jeunes découvrent et expliquent que sans une certaine radicalité de leurs actions, disons-le sans une certaine violence, ils ne sont pas entendus. Beaucoup assument, même si certains regrettent quand *« ça va trop loin »*. Mais n'est-ce pas Friedrich Engels, appuyé par Karl Marx, qui a écrit sur « le rôle de la violence dans l'histoire » (moteur essentiel des changements sociaux) ?

Si ça tombe à l'oral du bac, les jeunes vont en savoir long !

J.-J. F.

Dans l'Éducation nationale, le personnel aux côtés des lycéens

Malgré la violence de la répression et toute l'offensive médiatique pour salir les lycéens mobilisés en les traitant de « casseurs », de nombreuses marques de solidarité se sont exprimées dans les rangs du personnel, enseignants et non-enseignants, dans les établissements scolaires.

EN RÉGION PARISIENNE

Dès le 1er octobre, à Montreuil, à Aubervilliers, à Saint-Denis… des enseignants se sont mis en grève et sont descendus sur les blocus pour échanger avec les lycéens et tenter d'empêcher la répression policière. De nombreux communiqués de soutien à la mobilisation ont été adoptés dans les établissements. Les profs ont également été nombreux à refuser l'opération de Lecornu visant à les utiliser pour tenter de faire entrer les lycéens en cours avec son *« temps de démocratie interne »* : de fait, ces temps de démocratie interne ont été transformés en assemblées générales où des communiqués de soutien au mouvement lycéen ont été adoptés.

EN PROVINCE AUSSI

À Lyon, mais aussi à Grenoble, Caen… des profs étaient présents dans les manifestations des 6 et 8 octobre, quelquefois en cortèges de lycées. Ainsi, à Grenoble, au lycée Mounier, des profs descendent régulièrement sur le blocus, ont diffusé des tracts dans le centre commercial proche… La semaine du 12 octobre a d'ores et déjà été organisée autour d'ateliers : banderoles, tournées d'établissements, rédaction de communiqués et de supports pédagogiques alternatifs… De manière générale, la mobilisation lycéenne a permis à des membres du personnel, y compris de services différents – profs, vie scolaire, agents de service – de se réunir et de discuter.



CRÉDIT PHOTO : PHOTOTHÈQUE ROUGE

Révolte et punchlines

Dans toutes les villes du pays, la jeunesse des lycées refuse le monde qu'on lui prépare. Face à un pouvoir resté sourd à la contestation, la colère s'empare de la rue avec un sens aigu de la formule et de la provocation.

Rien n'arrête cette jeunesse déterminée, pas même la violence d'un État prêt à tout pour mater la contestation – des gaz lacrymogènes tirés à vue de Rennes à Marseille jusqu'aux charges d'intimidation. Partout fuse le slogan « *Justice pour Eden* », ce lycéen grièvement blessé au visage par un tir de lance-grenade le 28 septembre. Face aux matraques, les lycéens ripostent avec une ironie cinglante en écrivant sur leurs pancartes : « *On veut des masters, pas des poulets !* » « *Un prof pour 35 élèves, 5 flics pour 1 élève* » à Agen ou encore : « *Les lycéens visent le bac, la BAC vise la tête* » à Nantes. Quand les médias pleurnichent sur les poubelles qui brûlent, la réplique fuse, implacable, sur un carton lyonnais : « *Les poubelles brûlées ne font peur qu'aux ordures* ».

« GÉNÉRATION SIX-SEVEN VEUT MAI 68 » : DE LA SALLE DE CLASSE À LA LUTTE DES CLASSES

Dès le matin devant les lycées, à Lille, Rennes ou Toulouse, les lycéens sont rejoints par les étudiants mobilisés des facs voisines : des liens se tissent, et ils dépassent largement les grilles scolaires. Dans plusieurs quartiers, des habitants et des parents viennent afficher leur soutien face aux violences policières et aux contrôles au faciès omniprésents. « *Qui ici ne s'est jamais fait emmerder par un flic ?* », lance un jeune Lillois à ses potes, dont aucun bras ne se lève. Cette violence institutionnelle se double de l'aliénation du quotidien : les slogans sur les journées à rallonge bourrées de « trous » dans l'emploi du temps s'entendent partout : « *8 h–18 h + devoirs + sport + transport : on dort quand ?* » Derrière la cadence infernale des emplois du temps, c'est le dressage à la future exploitation salariée qui est rejeté en bloc : « *8 h–18 h : on est au lycée ou à l'usine ?* » (même si on n'accepte pas ça non plus à l'usine !) Avec les nombreux slogans contre Parcoursup, c'est aussi tout un modèle de compétition permanente et d'individualisme qui est vomi par ces lycéens qui refusent la mise en concurrence généralisée où chacun doit écraser son voisin pour espérer un avenir.

Face à un pouvoir de plus en plus en difficulté, l'heure est à la structuration et à l'élargissement du mouvement. Après la manifestation du 8 octobre, une assemblée générale est organisée à Dunkerque à laquelle participent plusieurs lycéens… en vue de reproduire la même chose dans leur propre établissement. Une organisation à la base capable de donner des sueurs froides à Édouard Geffray et compagnie ! Car, au-delà de la séquence actuelle, c'est toute une génération qui s'aguerrit dans le feu de l'action. Comme le résumait un lycéen en sortie d'AG : « *Avec la révolte dans les lycées, ça fera plein de travailleurs déterminés pour les années à venir !* »

MARTIN ERAUD

Montpellier :

« Même si le proviseur ne le veut pas, nous, on est là ! »

Bloqué tous les jours depuis le 1er octobre, le lycée Clémenceau est devenu un passage obligé de la mobilisation montpelliéraine. Les élèves les plus mobilisés parviennent peu à peu à impliquer leurs camarades malgré la pression de l'administration pour faire reprendre les cours. Prises de parole, slogans, pancartes, assemblée générale, composition musicale et même théâtrale : les élèves se donnent les moyens de se rendre visibles et de faire tenir leur blocus tant qu'il le faudra !



Marseille :

quand les jeunes entraînent un mouvement de l'éduc

À Marseille, personne n'a oublié la mobilisation locale des lycéens et du personnel du printemps dernier. Pendant six semaines, profs, assistants d'éducation (AED), assistants d'élèves en situation de handicap (AESH) et lycéens s'étaient mobilisés contre les baisses de budget et les suppressions de postes.

Dès ce 28 septembre, des élèves des quartiers nord bloquent de nouveau leur établissement. Jeudi 1er octobre, presque tous les lycées s'embrasent, parfois au sens propre. Pendant que les CRS courent, incapables de se rendre sur tous les établissements, les jeunes se rendent compte de leur force, même s'ils subissent en pleine figure la répression violente, les arrestations arbitraires, les gaz et autres matraques. À l'initiative de la CGT-Éduc, vite rejointe par Sud et FO, un rassemblement contre la répression est organisé en fin d'après-midi : 400 personnes devant la préfecture. Certains lycéens passent devant le juge le lendemain, pour avoir participé aux blocages du printemps dernier. Sur place, les enseignants apprennent la fermeture administrative de 49 établissements du département et l'interdiction de se rassembler à proximité des lycées. Les équipes mobilisées l'an passé se concertent et appellent immédiatement à la grève et à la manif du 6 octobre.

LES HABITUDES D'ORGANISATION QUI NE SE PERDENT PAS

Dès le lendemain, plusieurs établissements fermés décident de se rejoindre devant un lycée du centre. Ils y tiennent une assemblée générale avec les lycéens. Puis, réunis entre salariés de l'éducation nationale, ils écrivent et votent un appel. L'objectif est de ne pas se laisser museler par les fermetures. Le lockout ne doit pas avoir raison de la mobilisation des jeunes, ni de la colère du personnel. Plus encore, il s'agit d'élaborer collectivement les moyens de mobiliser les collègues. Car l'enjeu est là : il faut passer d'une juste réaction de solidarité avec les jeunes à la construction d'un mouvement, y compris par la grève, chez les salariés du secteur. Malgré la fermeture, il est décidé d'appeler à organiser des AG dans tous les bahuts dès lundi matin, de participer et de construire la journée du 6 et de refuser les cours en distanciel. Pour un premier jour d'interdiction aux rassemblements devant les lycées, le regroupement de plus de 300 jeunes et agents est vécu comme une victoire.

Lundi, la mobilisation s'organise dans les AG. Un mouvement du personnel est en train de naître. Les appels des établissements remontent, des commissions pancartes, banderoles, tournées de bahuts s'organisent. Mardi, des milliers de personnes manifestent dans les rues de Marseille. C'est un raz de marée de pancartes et il y a un gros cortège des établissements en lutte qui rassemble des salariés de la maternelle au lycée. Un cortège de plus de 3 000 personnes complète le parcours officiel dans une joyeuse manif sauvage. L'AG du personnel qui suit est énorme, 300 personnes y participent. Certains rebroussent même chemin car, bien que les tables soient évacuées en urgence, la salle est pleine à craquer.

Jeudi 8, la manif reste très impressionnante, avec un cortège de jeunes toujours très dynamique et des profs de lycée toujours très remontés. Le simulacre de concertation imposé par le gouvernement ne parvient à duper personne. Entre réaction à la répression, au mépris d'une pseudo-concertation et à des années de colère accumulées, les AG se multiplient dans les lycées. Dans le premier degré, on commence à se rencontrer. Le mouvement semble se construire. Ici, on discute revendications salariales et conditions de travail ; là, on prépare un rassemblement devant l'hôtel de région, ailleurs une AG de secteur (AG d'arrondissement des écoles, collèges et lycées) ou des rendez-vous tôt le matin pour être avec les lycéens.

Mardi 13, très grosse manif, plus de 10 000 manifestants, qui a terminé tard ! Le 17 apparaît comme un rendez-vous de plus en plus évident.

CORRESPONDANTE

Une semaine de mouvement à « Besak »

À Besançon, même les prépas s'y mettent, comme ceux du lycée Pasteur, sous la banderole *« 1871-2026 : vive la Commune ! »*. Dans les cortèges, ce sont surtout les lycéennes qui lancent les slogans et prennent la parole, épinglant les 211 milliards versés au patronat chaque année et les miettes laissées à l'éducation.

Jeudi 8 octobre, il y avait encore plus d'un millier de jeunes en manif, étudiants et lycéens ensemble, malgré la pluie. Et mardi 13 octobre, on était encore plus nombreux, 1 500 manifestants quasiment au pas de course ! Trois cents personnes régulièrement en assemblées générales à la fac de lettres, dont des lycéens et des étudiants en sciences, pour organiser les blocages, rédiger des tracts, confectionner des banderoles et surtout constituer des équipes pour se rendre sur les lycées.

La détermination est toujours là. Au lycée Louis-Pergaud, les lycéens ont organisé une assemblée générale dans l'enceinte de leur établissement jeudi. Après avoir fait le tour des bâtiments, ils ont obtenu une salle grâce à leur nombre. Le blocus n'avait pas duré ce matin-là ; qu'à cela ne tienne, ils ont fait rentrer le blocus dans le bahut. Résultat, ils étaient 150 à discuter et à s'organiser, mais aussi à élire des délégués chargés de se lier avec d'autres lycées à Besançon et dans le reste du pays.

Les nouveaux militants du mouvement préparent activement les manifestations des 15 et 17 octobre, pour aller chercher toujours plus de monde. Ils rédigent et diffusent des tracts, pour motiver leurs camarades. Comme pour un rassemblement devant le tribunal pour soutenir ce lycéen de Belfort noyé par un policier de la BAC, placé en détention provisoire, alors que son agresseur, lui, est libre.

CORRESPONDANT



VENDREDI 2 OCTOBRE À MIDI : UN VENT DE RÉVOLTE SOUFFLE SUR LE CENTRE-VILLE DE DUNKERQUE

Chassés quelques heures plus tôt des abords de leurs établissements qu'ils tentaient de bloquer, les lycéens dunkerquois n'ont pas déposé les armes. Venus des quatre coins de l'agglomération, les cortèges lycéens se sont rejoints en un cortège de plus d'un millier de manifestants. Au cœur de la foule, le mégaphone crachait ses slogans : la solidarité avec le peuple palestinien a résonné à pleins poumons parmi cette jeunesse qui ne veut pas connaître un monde ensanglanté par l'impérialisme et les guerres.

Les flics ont eu beau encercler le cortège et nasser les manifestants, sur place, pas question de se taire. Tour à tour, des lycéens se sont emparés du mégaphone pour dénoncer le gouvernement et rappeler leurs revendications. Ils voulaient les éteindre ? Ils ont créé une tribune, car la rage de lutter ne se nassera pas !



TOULOUSE : LA LUTTE SE STRUCTURE

Au départ, ils n'étaient qu'une trentaine : sous la menace du proviseur d'appeler la police et de les passer en conseil de discipline, les élèves du lycée Saint-Sernin n'avaient pas bloqué mardi 29, mais organisé un rassemblement avec pancartes, prises de parole, tracts et appel à manifester. Dix jours plus tard, après un blocus à plusieurs centaines d'élèves, c'est 170 d'entre eux qui se sont réunis en assemblée générale pour discuter des suites du mouvement, de l'organisation de la semaine, des revendications, et se sont organisés en commissions : tracts, infirmerie, service d'ordre, lien avec les autres lycées, lien avec les profs, etc.

Si tous ne sont pas aussi structurés, de plus en plus de lycées s'organisent en assemblées générales, permettant d'impliquer de plus en plus de jeunes dans l'organisation du mouvement, d'avoir des discussions sur les budgets, sur la manière de surmonter la division centre-ville banlieue, sur les violences, sur le rôle de la police.

Une douzaine de lycées se retrouvent régulièrement en assemblée générale inter-lycées, pour se coordonner, s'entraider, décider ensemble des suites : comme le disait leur banderole dans la manifestation du 6 octobre : pour « un pouvoir lycéen » !

CORRESPONDANTE

« Génération Six-Seven, mai 68 dans le 69 »

Ils étaient plus de 3 000 jeudi 8 octobre à se rassembler à Bron, dans l'est lyonnais. Le point de rassemblement n'était pas choisi au hasard par l'AG inter-lycées : il s'agissait de mettre en avant les lycéens des banlieues populaires, mobilisés très tôt… et très tôt réprimés par la police et les directions d'établissement qui ont procédé aux fermetures administratives.

De toutes les rues ont afflué des lycéens et certains de leurs enseignants, ainsi que des étudiants. Plusieurs dizaines de l'université Lyon 2, dont le campus est proche, arrivent en cortège ; plusieurs dizaines également de l'École normale supérieure (ENS) dont l'AG tenue le matin même avait constitué un service d'ordre pour sécuriser la manifestation.

Le cortège s'élance avec en tête, trois banderoles : celle des lycéens de Jean-Paul-Sartre (à Bron), de la Martinière-Monplaisir (8e arrondissement de Lyon) et Saint-Just (du centre-ville). Entre les cités et les pavillons, les jeunes clament haut et fort leurs revendications : « Des places à la fac pour pas finir à la BAC, du fric au lycée pour pas finir policier ! » La solidarité avec les lycées de banlieue est bien visible sur la forêt de pancartes en carton : les journalistes présents le relèvent, un peu éberlués par cette manifestation inédite.

Vers midi, la manifestation est terminée. La police s'est tenue sage. Tout le monde a de quoi se sentir fier de cette journée et rejoint l'AG inter-lycées ou l'AG inter-facs, au choix, pour décider tous et toutes de la suite du mouvement.



LFI : manifester de la Bastille aux urnes

Difficile d'être plus hystérique qu'un Retailleau qui propose *« l'interdiction de LFI »* qui *« appelle à la sédition et même* [...] *essaie d'organiser l'insurrection »*. Mais il n'est pas le seul à accuser la France insoumise d'exciter les jeunes, ou à s'insurger contre le maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, qui s'est fait acclamer sur un piquet de grève de lycéens. Ils s'y sont tous mis : Lecornu qui a accusé Mélenchon de souffler sur les braises, Macron qui a rappelé à son encontre que *« en aucun cas des responsables politiques ne sauraient légitimer une violence au carré »*, sans oublier Glucksmann qui, tout en critiquant la politique de Macron, c'est de bonne guerre, s'est empressé d'attaquer aussi Mélenchon qui exciterait les jeunes, sous prétexte que *« la violence n'est jamais légitime en démocratie »*.

Tous de prétendre que c'est LFI qui manipule les lycéens. Accusations bien injustes. Les lycéens n'ont attendu ni la FI, ni personne pour bloquer leurs lycées et descendre dans la rue. Face à ces attaques, Mélenchon tient à se montrer « responsable » : *« Les "insoumis" appellent à la non-violence des méthodes de lutte »*, écrivait-il dès le 30 septembre. Des militants voire députés Insoumis se verraient bien en « casques blancs » entre les jeunes et la police.

Pour tout le beau monde de la politique, le ronron de leur future campagne électorale a été perturbée par cette irruption de colère et de jeunesse : les uns de s'efforcer de s'en protéger ou d'en tirer profit sur le plan électoral en tablant sur la peur et l'appel à l'ordre ; LFI de lui manifester un soutien mais en cherchant à la ramener, pour son compte, dans les urnes.

Que lycéens et les étudiants s'organisent eux-mêmes, mènent leur mouvement jusqu'au bout, cherchent à entrainer avec eux, si possible, le monde du travail victime de la baisse du pouvoir d'achat, du chômage et des licenciements, pas plus Mélenchon que les directions syndicales n'en veulent vraiment jusqu'au bout.

« Vous voulez l'apaisement ? En 10 minutes et 10 milliards, le calme revient ! » envoyait la députée LFI Marie Mesmeur à l'adresse du ministre de l'Éducation nationale. Ah bon ? La LFI ne prend-elle pas ses désirs d'accalmie sociale et de retour vers les jeux institutionnels, dont les élections, pour la réalité ? Aux urnes citoyens ! La France insoumise fait chanter *La Marseillaise* à des lycéens, plutôt que *L'Internationale*, normal !

OLIVIER BELIN

Mais que fait l'intersyndicale ?

Les blocages ne cessent pas malgré les violences policières et les manifestations se massifient malgré les fermetures administratives d'établissements comme d'universités. Rien n'arrête cette jeunesse en feu qui refuse le présent comme l'avenir que le système lui impose.

Un cap a été franchi avec une structuration qui se met en place : organisation d'une coordination lycéenne Paris-banlieue avec 300 lycéennes et lycéens samedi 3 octobre, puis 200 mardi 6 octobre, puis une ébauche de coordination nationale dimanche 11 octobre. La même semaine, des AG étudiantes se sont tenues dans différentes villes, d'affluence croissante. Parfois jusqu'à 2 000 à Nantes ou Rennes. 800 étudiantes et étudiants à Paris le jeudi 8 au soir, plus de 1 000 le lendemain.

Or, depuis jeudi 8 octobre, l'intersyndicale (essentiellement CGT, Solidaires et FSU) – mais aussi la France insoumise par l'intermédiaire du syndicat l'Union étudiante (UE) –, s'opposent aux cadres d'auto-organisation qui émanent du mouvement pour tenter de le reprendre en main. C'est évidemment perceptible à Paris et région parisienne, là où ces appareils syndicaux ont le plus de moyens.

Première tentative jeudi 8 octobre : alors que la coordination lycéenne Paris-banlieue avait appelé à une manifestation à 14 heures place de la République, l'intersyndicale a d'abord tenté d'empêcher toute initiative centrale en déposant des rassemblements départementaux devant les préfectures. Puis l'Union étudiante, appuyée par l'intersyndicale, a appelé à un rassemblement place de la Bastille. Les lycéens ont maintenu leur rendez-vous à République, pour aller à la Bastille. Les 15 000 manifestants qui ont déboulé place de la République, quasi exclusivement des lycéens et étudiants, accompagnés de profs, sont une démonstration sans appel de la légitimité de la coordination lycéenne, rejointe par des milliers d'étudiantes et étudiants. Et ils ont spectaculairement défilé jusqu'à la Bastille, car ils souhaitent la jonction avec les travailleurs, malgré les calculs politiques de la haute bureaucratie syndicale.

Les universités étant désormais entrées dans la danse, les deux assemblées générales citées plus haut et réunies jeudi 8 octobre ont toutes deux validé un parcours pour la prochaine manifestation prévue mardi 13 octobre, déposé vendredi 9 octobre : de l'Hôtel de Ville en direction de Matignon, avec pour cibles les ministres de Macron.

Or, le même jeudi, en fin de journée, l'intersyndicale, relayant cette nouvelle journée de mobilisation notamment par des appels à la grève pour les salariés, déposait un parcours de manifestation autre que celui des mouvements de jeunes : de la place d'Italie aux Invalides !

Alors que bien des militants syndicaux sont préoccupés d'apporter leur soutien à la jeunesse, leurs dirigeants se concertent en haut lieu pour décider de… ne pas manifester avec eux ! Il est clair que les directions de ces organisations syndicales ont une peur bleue de la mobilisation de la jeunesse, habituées qu'elles sont à tenter de canaliser les colères. Peut-être voudraient-elles aussi, aujourd'hui, saisir l'occasion de montrer leur responsabilité et aptitude à calmer le jeu, face aux pouvoirs en place – bien pris de trouille devant une mobilisation à ce jour incontrôlable. Pour leurs dirigeants comme pour ceux de toute la gauche, ce sont les élections qui sont l'horizon indépassable. En l'occurrence la présidentielle de 2027. Il ne faudrait pas que le jeu institutionnel soit trop bouleversé !

Bien curieux aussi, alors que le 17 octobre est sur toutes les lèvres, qu'aucune direction syndicale n'ait fourni de précisions quant à un appel quelconque et précis : où exactement, quand et comment ? Dans plusieurs villes – à Rouen, à Lille, ailleurs aussi –, ce sont les jeunes qui sont en train d'y réfléchir sérieusement pour s'en charger.

Tous et toutes aux rendez-vous fixés par la jeunesse !

ARMELLE PERTUS

ÉDOUARD ET LES REMPLAÇANTS MAGIQUES

Le ministre de l'Éducation a annoncé l'envoi en urgence de 3 000 profs remplaçants dans les 500 lycées les plus touchés par le mouvement. Au passage, relevons cet aveu implicite : oui, il manque bien des enseignants. Et comme il y a sept fois plus de lycées dans tout le pays, on peut calculer qu'un renfort de 20 000 enseignants supplémentaires pour les seuls lycées ne serait pas du luxe…

Pourquoi Geffray a-t-il attendu que les lycées s'enflamment pour décider ces affectations ? D'abord parce qu'à force de supprimer des postes d'agents administratifs, les services qui les traitent fonctionnent mal. Mais aussi parce que le vivier de profs remplaçants se trouve bien réduit. En région parisienne, des centaines de contractuels ont été virés ces dernières années. Espérons que ce sera l'occasion pour ces collègues de faire monter les enchères : plus question de se contenter de 1 650 euros net par mois pour un temps plein.

En attendant, Geffray racle les fonds de tiroir. Et déjà le chiffre de 3 000 profs affectés sous 15 jours apparaît pour ce qu'il est : du bluff. Car, pour l'atteindre, le rectorat de Créteil n'hésite par exemple pas à affecter sur des cours de français de première, donc avec les épreuves de bac à préparer, des profs de… mathématiques.

MATHIEU PARANT

UN REFUS DU TRI SOCIAL ET DE LA CONCURRENCE GÉNÉRALISÉE

Au centre des revendications des lycéens, on trouve le rejet de Parcoursup, mais aussi celui des conséquences des réformes Blanquer du lycée et du bac.

Ces réformes ont installé des groupes de « spécialités » – que les élèves doivent choisir dès la fin de la seconde, alors qu'ils sont encore très jeunes – qui déterminent leurs choix d'études post-bac, les restreignant de fait. Car ils ont désormais trois spécialités en première et deux seulement en terminale. La mise en place de ces spécialités s'est traduite par la création de groupes au sein d'une même classe. Groupes aux effectifs importants et qui changent selon les spécialités.

De plus, la multiplication de ces groupes a entraîné de grosses contraintes dans les emplois du temps : les groupes de spécialités occupent de nombreux créneaux, or les lycées n'ont pas suffisamment de salles, ni de profs, et donc les emplois du temps sont éclatés, avec des trous, sur l'amplitude 8 heures-18 heures.

La suppression d'une partie des épreuves de bac et leur remplacement par le contrôle continu fait peser sur les lycéens une pression permanente dès la classe de première. L'obligation de résultat – il faut être le meilleur possible – fait disparaitre le droit à l'erreur, pourtant partie intégrante de l'apprentissage. Chaque note comptant, les lycéens ont le sentiment de jouer leur avenir à chaque fois. En effet, les résultats de ce contrôle continu constituent le fameux dossier de Parcoursup ! Ce dossier fait aussi la part belle à *« l'engagement des élèves »*, c'est-à-dire au fait de participer à des projets dans le lycée, d'être délégué de classe ou élu au conseil de la vie lycéenne. Comme les critères de choix de chaque formation restent opaques, l'angoisse suscitée par Parcoursup est forte, d'autant que, chaque année, ce sont des milliers de jeunes qui restent sur le carreau.

L'introduction de la sélection généralisée que représente Parcoursup répond à une baisse des moyens dans le supérieur depuis des années, à un sous-investissement chronique. Le nombre de places est limité, et en baisse depuis quelques années, dans la grande majorité des formations.

L'ensemble de ces réformes parachève la mise en place du tri social, car ce sont les jeunes issus de milieux populaires qui se voient refusés à l'université et ne peuvent envisager des formations payantes ou éloignées de chez eux, qui vont nécessiter de l'argent pour se loger et pour vivre !

Les lycéens refusent donc, et ils ont bien raison, cette école de la compétition et de la méritocratie où les dés sont pipés. On n'a pas les mêmes chances si l'on a passé son bac dans le 93 ou à Paris, ou dans le lycée bourgeois de n'importe quelle ville moyenne.

LILIANE LAFFARGUE



Ateliers SNCF de Rouen Quatre-Mares : avec la jeunesse mobilisée

Depuis plusieurs semaines, le mouvement des lycéens fait discuter dans tous les secteurs de Quatre-Mares. Le toit qui fuit et qui laisse entrer la pluie, le manque d'effectif, les pressions de la direction, c'est aussi vrai dans nos ateliers que dans les lycées. Avec les pluies de l'automne, c'est même les tout nouveaux vestiaires inaugurés en septembre qui ont été inondés. Et chez nous, quand on ouvre trop sa gueule, on finit vite directement dans les bureaux des chefs.

On parle aussi des salaires en berne et de la vie chère qui touche l'ensemble de la société. Alors, quand on voit les bénéfices records de la SNCF chaque semestre – 1,2 milliard début 2026 –, on est encore plus révoltés de la situation et on sent une envie de rejoindre les jeunes dans la rue avec la même ferveur qu'ils ont montrée ces dernières semaines. Car nos revendications sont les mêmes : marre de survivre, marre de cette société qui nous exploite, marre de ne pas avoir d'avenir digne.

On s'est réunis plusieurs fois en assemblée générale pour pousser dans ce sens et discuter de nos moyens pour faire converger notre colère avec celle des jeunes. Alors, si les cheminots ne sont pas encore partie prenante de ce mouvement, il le faudra si l'on veut que nos revendications, celles des jeunes et de tous ceux qui travaillent soient entendues. Mardi 13 octobre, comme mardi 6 déjà, plusieurs d'entre nous ont fait le choix de se mettre en grève pour défendre ces idées, en chantant ensemble dans la manif à Rouen qu'il faut en finir avec cette société-là !

CORRESPONDANTS • 13/10/2026



Quand la colère des lycéens ranime celle des agents

Un lycée de Caen. Comme dans bien d'autres établissements, les élèves ont rejoint le mouvement lycéen jeudi 1er octobre. Blocage avant le lever du soleil. Des flammes hautes de quatre mètres lèchent le portail. Plus tard dans la matinée, le vent rabat des nappes de gaz lacrymogènes. Les salariés qui y travaillent d'habitude en toute sérénité sont surpris et choqués.

Le lendemain, des profs improvisent une AG et discutent de leurs revendications. Un groupe d'agents venus à la machine à café écoute en retrait. Ils sont invités à s'exprimer. Les profs apprennent alors que la région embauche depuis juillet les agents d'entretien contractuels avec des contrats lissés à 31 heures par semaine, qui montent à 42 heures en période scolaire, et redescendent à zéro en période de vacances, de sorte que celles-ci ne sont pas payées. Les collègues mangés à cette sauce infâme touchent 750 euros un mois sur deux ! Quant à la collègue, passée à 80 %, elle nettoie toujours autant de salles. Lorsqu'elle a protesté, on lui a répondu : *« Vous n'avez qu'à ne pas faire les petits coins. » « Les petits coins »*, explique-t-elle alors, *« je les fais depuis 30 ans ! Je m'y suis usé la santé ! Et là, on vient me dire que j'ai fait ça pour rien ? »* Les enseignants écoutent atterrés.

Une semaine plus tard, alors que les cours n'ont pas repris, quelques enseignants viennent rendre visite aux agents dans leur salle de pause. On reparle de ce qui ne va pas chez les uns et les autres, de la façon de se tenir informés et se serrer les coudes. De comment la direction, interpellée par des enseignants sur les conditions de travail des agents lors du temps de « démocratie interne » ordonné par le ministre, est restée muette. Du mouvement des jeunes aussi, qui a permis tout ça. *« Oui, ils ont brûlé le portail »*, concède l'un de ceux à qui la direction a demandé de jouer par la suite les cerbères, *« mais, s'ils ne l'avaient pas fait, on ne se parlerait toujours pas… »*.

CORRESPONDANT

Échos du mouvement lycéen dans quelques entreprises

La mobilisation dans la jeunesse a tout de suite fait discuter sur les lieux de travail et a percuté parfois des préjugés anti-jeunes, et en fait anti-pauvres, voire racistes, encouragés à grand renfort de matraquage à la télé et de prises de position d'une partie des politiciens qui ne parlaient que de la « violence » des jeunes. Et pour cause, cette mobilisation lycéenne et bientôt étudiante a commencé dans les régions et banlieues les plus pauvres, là où les services publics se dégradent, avec le pouvoir d'achat.

Oui, il y a eu ceux, au début, qui se disaient d'accord avec la répression policière, fustigeant les prétendus *« caprices »* des jeunes *« qui ne veulent pas se lever tôt »* et la *« génération fainéante »*. À Dassault Bordeaux, la sympathie envers la mobilisation s'exprimait pourtant, entrecoupée parfois de « blagues » sur *« les jeunes qui se mobilisent sans trop savoir pourquoi »*.

Pourtant, si certains parlent de violence des « casseurs », d'autres accusent les violences policières, pour les avoir vues sur leurs propres enfants. Au centre d'ingénierie de STMicroelectronics Grenoble, un collègue *« pas du tout de gauche »* relevait *« que la police se défoulait sur les lycéens et comprenait que les enseignants soient en grève avec les élèves »*. Un ouvrier de Stellantis Mulhouse note : *« Ça permet aussi de discuter du manque d'avenir des jeunes, qu'il y a beaucoup de violences policières et de provocations »* et ajoute à propos des jeunes : *« quand je prends leur défense, presque tout de suite je convaincs, tant la méfiance envers le gouvernement, la police et les médias est également ancrée dans les esprits »*.

Un cheminot de Lille explique que chez des collègues parents des élèves mobilisés des lycées les plus populaires *« le soutien est beaucoup plus fort : "Ils touchent aux enfants, ils vont trop loin." »* Tir de grenade à bout portant à Saint-Ouen-l'Aumône (largement commenté à l'usine toute proche de Stellantis Poissy), main arrachée à Lens, lycéen presque noyé



TRAVAILLEURS DE SUD STELLANTIS POISSY À LA MANIFESTATION DU 6 OCTOBRE

ailleurs, parents d'élèves menacés par le préfet des Hauts-de-Seine, ça a beaucoup choqué.

AVANT ET APRÈS LES JOURNÉES DES 6 ET 8 OCTOBRE

La capacité des jeunes à tenir face à la répression et à se montrer nombreux semble l'avoir emporté dans l'opinion. Le fait que des mouvements lycéens s'étendent à l'étranger impressionne. Si des gens se disent contre ce qu'ils jugent être les « moyens » de la mobilisation, tout le monde se dit d'accord avec les revendications : plus de moyens dans l'éducation et dans les services publics, des bâtiments qui permettent d'étudier dans des conditions acceptables, le retrait des modes de sélection et de discrimination de Parcoursup… La journée du 6 octobre (450 000 manifestants en France) et celle du 8, où les lycéens ont défilé derrière leurs propres appels malgré la répression semble avoir fait grande impression. Un postier de Lille raconte : *« Si la semaine dernière les discussions sur les casseurs dominaient, cette semaine c'est plus mesuré. Les collègues sympathisants du mouvement des jeunes le disent à haute voix, ce qui équilibre un peu. La répression choque. Le lycéen qui a perdu sa main à Lens a ouvert la parole sur les autres mutilations de la police. »*

Car le mouvement des jeunes est de nature à faire sauter bien des barrières, un salarié de Renault Lardy le dit en ces termes : *« Tout ça est extrêmement mouvant. Il y a des réactions positives de collègues qui voient bien que la période est propice à faire vaciller le gouvernement. »* Dans beaucoup d'entreprises, la mobilisation lycéenne a ouvert la porte à bien des discussions, la mobilisation de la jeunesse qui explose dans d'autres pays montre le malaise général. Et rejoindre les jeunes est aussi dans les têtes puisque beaucoup parlent du 17 octobre.

LÉO BASERLI • 13/10/2026

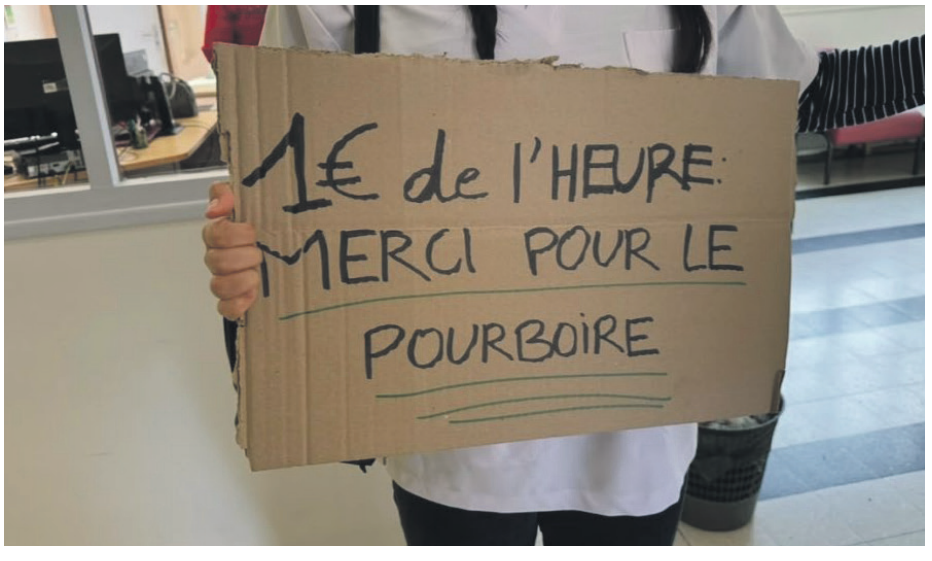
La mobilisation prend place dans les Ifsi !

À Nantes, comme en région parisienne, la mobilisation des lycéens gagne les rangs des étudiantes et étudiants infirmiers. En ce début octobre, leur colère s'affiche sur les pancartes : « Soutien aux lycéens » « 1€ de l'heure, merci pour le pourboire ! » « Finance l'hôpital, pas les Rafale ». Étudiants et travailleurs à la fois, les futures infirmières et infirmiers se trouvent à la croisée entre la précarité étudiante et la pression du travail à l'hôpital.

À TENON, LE RAS-LE-BOL SE TRANSFORME EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Tout part d'un ras-le-bol à l'Ifsi de Tenon à Paris. Le lundi 5 octobre au matin, des étudiantes et étudiants débrayent pour organiser une assemblée générale (AG) et proposer de rejoindre la manifestation lycéenne prévue le lendemain. Une cinquantaine de personnes se réunissent. Dans la foulée, un cortège d'étudiantes et étudiants infirmiers se prépare pour le mardi, des groupes se mettent en place sur les réseaux sociaux, et les étudiants décident de se retrouver rapidement.

Après la manifestation, des dizaines d'étudiants d'autres Ifsi prennent contact *via* TikTok pour faire part de leur envie de rejoindre le mouvement.



PRÉCARITÉ, ÉPUISEMENT, CONDITIONS DE STAGE : LA COLÈRE DÉBORDE ÉGALEMENT À NANTES

À Nantes, le jeudi 8 octobre, une dizaine d'étudiants rejoignent la manifestation pancartes à la main. Si le cortège reste modeste, cette première apparition marque une étape importante : les futures soignantes et soignants commencent à prendre leur place dans la mobilisation étudiante.

Le même jour, une AG se tient au sein de l'établissement et réunit une quarantaine de personnes. Les discussions portent sur les mobilisations en cours et sur l'importance de prendre part au mouvement. De cette dynamique naît un tract au slogan sans équivoque : *« Pas de soins sans soignant·es, pas de soignant·es sans moyens ! »* Derrière ces mots, une exaspération bien réelle : marre d'étudier dans la précarité, marre de l'épuisement, marre des conditions de stage !

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES FUTURS SOIGNANTS LE 17 OCTOBRE

L'enjeu est désormais de poursuivre les discussions et de convaincre davantage d'étudiants de rejoindre le mouvement, notamment les ESI (étudiantes en soins infirmiers) afin de dépasser le cadre de leur Ifsi. S'inscrire dans une mobilisation plus large, en faisant converger les revendications sur la formation avec les réalités et les enjeux des travailleurs dans les hôpitaux et dans l'ensemble de la société. Les prochaines AG devront permettre de préciser les revendications et de préparer le 17 octobre.

DE LA RÉGION PARISIENNE À LA PERSPECTIVE D'UNE COORDINATION NATIONALE

Lundi 12 octobre, une tournée générale des Ifsi est organisée avec des tracts pour construire une AG inter-Ifsi de région parisienne mercredi soir. L'objectif est clair : devenir plus nombreux, se donner des objectifs communs, et donc être plus forts. Et puis, Nantes, Paris : qui sait où d'autres colères grondent ? Autant commencer sur de bonnes bases pour une possible coordination nationale.

FAIRE CONVERGER LES COLÈRES DE LA JEUNESSE ET DES TRAVAILLEURS

Pour construire un avenir qui ne se réduit pas à la pauvreté, la mobilisation doit dépasser les portes des instituts de formation, des lycées et des facs et s'étendre vers les travailleurs de tous les secteurs. Heureusement, les premiers élans d'une mobilisation parmi les étudiants infirmiers est un bon signe, car eux font déjà quotidiennement le pont entre l'école et le travail.

CORRESPONDANTES • 13/10/2026

Le flop du Mondial de l'auto 2026

« Venez découvrir les dernières innovations, vibrer devant les nouveautés et célébrer la culture automobile… ». C'est la réclame du salon de l'auto à Paris du 12 au 18 octobre. Le clou du spectacle y serait, au centre d'essai, la voiture sans chauffeur.

UN SALON SANS HAPPENING

Mais la voiture sans les ouvriers pour la construire, c'est quand même le tour de maitre du salon 2026. On a de bien meilleurs souvenirs. Mondial 2008, quand quelque 4 000 ouvriers de Renault, Peugeot-Citroën, Ford, et des sous-traitants, bousculant quelque peu le service d'ordre syndical, avaient envahi le salon, décorant les véhicules de banderoles *« Renault dégraisse, les actionnaires s'engraissent »*. Mondial 2012, quand ceux de Ford couvraient, au stand de leur licencieur, les carrosseries rutilantes de *« Luttons tous ensemble pour les emplois »*.

En 2026 même les simples rassemblements syndicaux devant les portes des années suivantes ont été supprimés. Remplacés par un communiqué de la CGT intitulé *« Automobile : la CGT porte des propositions pour l'avenir »*, à savoir une *« voiture populaire fabriquée en France… »* et une *« filière de déconstruction et de recyclage… »*. Propositions plutôt ridicules, à l'adresse des patrons. Et aux candidats à la présidentielle qui comptent venir pour la photo, CGT, CFDT et une Fondation pour la Nature et l'Homme ont un *« Manifeste pour un autre politique industrielle automobile »* à leur faire signer, pour *« porter une politique industrielle et commerciale forte […] stopper le dumping et la concurrence déloyale »*. Ça ne coute rien.

PÉRIL JAUNE OU PÉRIL FRIC ?

La concurrence chinoise, source de tous nos maux ? Pas nos patrons ? Le marché mondial de l'automobile se porte bien, les patrons aussi : 58 millions de voitures vendues dans le monde en 2000, 90 en 2015, 99,8 millions de véhicules vendus en 2025. Même s'il a un petit peu fléchi ces toutes dernières années en Europe, surtout à cause du prix exorbitant des nouvelles voitures.

Cette croissance est due à l'explosion du marché chinois qui représentait un million de véhicules en 1990, 2,8 millions en 2000, 34 millions en 2025. Ce marché chinois a été l'eldorado pour les Renault ou Stellantis, Volkswagen ou Toyota, Ford ou Tesla, avant de s'y faire largement supplanter par le développement des constructeurs locaux. Et ils y font encore leur beurre. Avec 20 % du capital dans l'entreprise chinoise Leapmotor, PSA (aujourd'hui dans Stellantis) s'est taillé une place dans le secteur de la voiture électrique, et fait maintenant produire des modèles Leapmotor dans ses usines de Pologne et d'Espagne. Renault-Nissan et Stellantis ont leurs participations dans le groupe Dongfeng, second constructeur chinois. Et Stellantis vient aussi de décider de sous-traiter la construction de véhicules Dongfeng dans son usine de Rennes. Quant à Volkswagen, qui licencie en Allemagne, il serait « victime » de la surproduction de voitures chinoises au point qu'il a décidé d'exporter vers le Mexique une partie des voitures qu'il produit en Chine.

Ce sont les gens-là qui nous parlent de droits de douane à relever pour protéger leurs propres marchés. Les mêmes qui nous annoncent une crise, parce qu'on produirait trop sur une planète dont une grande partie de la population vit dans la pénurie.

Et ce sont des syndicats et des politiciens « de gauche » qui nous racontent qu'il faudrait, pour sauver les emplois, rapatrier en France la production aujourd'hui faite à l'étranger. Fermer les usines Renault ou Stellantis du Maroc, de Roumanie ou de Slovaquie, les usines sous-traitantes de Tunisie ? Mettre le chômage là-bas pour en avoir moins ici ?



EN 2012, QUAND LES OUVRIERS S'INVITAIENT AU SALON

MUTATIONS TECHNOLOGIQUES : ET POURQUOI CE NE SERAIT PAS AUX TRAVAILLEURS D'EN BÉNÉFICIER

La mutation actuelle de l'industrie automobile n'est pas seulement dans le passage à l'électrique, elle est aussi dans le mode de production. L'une des clés de la réussite de l'industrie automobile chinoise, plus récente donc plus moderne, est sa robotisation. Dans l'usine Zeekr à Shangaï du groupe Geely (dont Renault est partenaire) 900 robots travaillent en quasi autonomie. Chaque voiture est faite en 15 heures, contre 20 à 25 heures en France. Dans cette même usine, cet ouvrier de 19 ans, que cite le journal *L'Usine nouvelle*, venu du Vietnam voisin, est payé l'équivalent de 600 et 1000 euros par mois pour 8 à 12 heures de travail par jour, 6 jours sur 7 : l'autre face du miracle. Mais si on produit autant de richesses en moins de temps, pourquoi les mêmes heures de travail, la retraite à 64 ou 65 ans ?

Prétextant « la crise de l'automobile », c'est l'offensive du patronat contre nous. L'année automobile 2026-2027, avec ses vagues de fermetures d'usines et suppressions d'emplois, pourrait bien, par les travailleurs eux-mêmes, être placée sous le signe de la colère. Et on a des camarades de travail, exploités par les mêmes patrons au Maroc, en Turquie en Roumanie et en Chine.

OLIVIER BELIN

Volkswagen: la direction reprend son offensive, à quand la riposte ?

Fin août, la direction de Volkswagen annonçait 100 000 suppressions de postes et plusieurs sites menacés de fermeture en Allemagne. Deux ans après des grèves courtes et très encadrées, mais massives – plus de 100 000 grévistes – qui avaient mené à un premier compromis, certes pas reluisant, on pouvait s'attendre à une réponse de l'IG Metall. Surprise, quelques jours plus tard, sans un seul appel à la mobilisation, syndicat et patronat présentaient un accord : « seulement » 50 000 suppressions de postes et quelques vagues promesses sur le futur de sites, sans aucune garantie de non-fermeture et l'annonce la vente du site d'Osnabrück à une entreprise d'armement israélienne pour y construire des composantes du dôme de fer.

Mais cet accord à peine conclu, la direction annonçait, fin septembre, la rupture de dix des treize accords d'entreprise au 31 décembre 2026. Ce genre de rupture est commun, pour renégocier en avance des accords, sauf que cette fois c'est une rupture unilatérale et quasi-générale. L'objectif : remettre à plat une grande partie des avantages des salariés, dont la suppression de six jours de congés payés, des primes d'ancienneté (6 000 euros après 25 ans, 12 000 après 35), la renégociation de toute une série de réglementations autour du temps de travail et de primes : l'IG Metall et la presse estiment que les salariés pourraient perdre environ 3000 euros net par an en moyenne.

Cette rupture par la direction relève l'IG Metall de « l'obligation de paix » qui lui interdit d'appeler à des conflits de travail sur des sujets réglés dans des accords. Et si un certain sentiment de fatalité semble avoir entouré les annonces de suppressions de postes sous prétexte de manque de « compétitivité » et de « concurrence chinoise », le « travailler plus pour gagner moins » ne passe pas.

Blessé dans son orgueil par une direction qui contourne l'habituelle « cogestion », mais surtout poussée par une véritable colère des salariés, l'IG Metall annonce des grèves « d'avertissement » – donc réduites en durée pour peser sur les négociations – et pour janvier 2027. Pour aboutir à un nouveau compromis pourri ? Peut-être… Mais l'IG Metall laisse ouvert la possibilité d'une grève illimitée, ce qui serait la première… de l'existence du groupe ! Si la colère qui s'est exprimée lors de la journée d'action de la métallurgie fin septembre débouchait dans une grève des près de 300 000 salariés du groupe, sans parler des 700 000 dans toute l'industrie automobile allemande, ce serait un coup de tonnerre qui pourrait faire basculer le rapport de force, bien au-delà de l'Allemagne !

DIMA RÜGER

« VIS MA VIE »

Il y a quelques semaines, Thermo Fisher, une entreprise pharmaceutique à Bourgoin-Jallieu, a organisé un « Vis ma vie » où plusieurs salariés pouvaient aller voir les métiers des autres services. Curieusement, aucun membre de la direction n'est venu « vivre sa vie » en production. C'est dommage, ils auraient pu :

- trier des cachets plusieurs heures par jour ;
- effectuer des gestes répétitifs sur ligne à en avoir mal ;
- courir partout pour essayer que rien ne tombe en panne en infra (bâtiment, électricité, plomberie) sachant que l'on est en sous-effectif ;
- porter des fûts lourds que ce soit au magasinage-réception-expédition, au centre des pesées ou à la forme solide.

Et puis, vivre la vie de ses collègues en devant effectuer leurs tâches, certains le font déjà au quotidien ! Comme les cadres et ingénieurs, habitués au dépassement de fonction avec beaucoup d'heures, forfait jour oblige… ou encore des chefs qui font le travail de RH, sans le salaire qui va avec…

Ce dispositif illusoire ne doit pas masquer que les évolutions de carrière en interne sont rares et de toute façon au bon vouloir (obscur) de la direction. Par contre, n'hésitons pas à nous en servir pour discuter avec nos collègues de nos conditions de travail respectives, de leur pénibilité et ainsi poser les bases de luttes futures !

Renault Flins, Stellantis Poissy : même combat !

À Renault Flins, mardi, 25 militants de Sud Stellantis Poissy, avec des militants CGT de Renault Flins, diffusaient un tract et discutaient au changement d'équipe. Qu'importent les étiquettes syndicales différentes, face aux attaques des patrons, on ne s'en sortira que par l'unité des travailleurs. Déjà le 16 septembre, 200 travailleurs de Renault Flins avaient débrayé, en mettant de côté les badges syndicaux.

LES DEUX SITES MENACÉS DE FERMETURE

À Poissy, officiellement, la production de voiture va s'arrêter en 2028, la direction promet de produire autre chose, de diversifier les activités… mais c'est facile de vendre du rêve.

À Renault Flins, sans production de véhicules depuis deux ans et demi, le site est en déclin : les nouvelles activités industrielles (recyclage, pièces de rechange, batteries à hydrogène…) ont fermé, ou ne se développent pas. Même les anciennes activités (emboutissage et ferrage de tôles de voiture) pour les sites de Renault Batilly et Sandouville diminuent. Avec sa décision en septembre dernier de ne pas investir dans une nouvelle cataphorèse à 30 millions (bain électrochimique de protection contre la corrosion) et de ne pas construire un nouveau bâtiment pour les pièces détachées, la direction de Renault laisse ce site mourir. En parallèle, la direction multiplie les sanctions au moindre prétexte pour décourager les salariés et les faire démissionner.

Ce qui continue, ce sont surtout les promesses vides du patron de Renault… qui inspirent celui de Stellantis. Le modèle de survie, sans production de véhicule, de Renault Flins apparaît surtout maintenant clairement comme un modèle pour fermer un site.

Les 1 600 salariés de Flins, les 2 000 de Poissy et leurs centaines de sous-traitants sont une force pour imposer aux patrons des garanties sur les emplois, les rémunérations, les pré-retraites, les indemnités de licenciements… Plus il y aura d'actions en commun, de tentatives de se coordonner, plus les patrons auront la pression et plus la mobilisation tous ensemble indispensable se prépare.

CORRESPONDANT



ACTION COMMUNE À FLINS DES MILITANTS DE STELLANTIS ET RENAULT LE 6 OCTOBRE 2026

Stagiaires de l'Inspé de Grenoble : c'est la grève qui fait bouger le rectorat

Épuisés par des trajets absurdes et des salaires minables, ignorés par leur administration : les enseignants stagiaires de Grenoble se mobilisent. Mardi 13 et mercredi 14 octobre, ils seront en grève et rejoindront la manifestation de l'éducation.

Être stagiaire, c'est enseigner à mi-temps tout en suivant les cours de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé). Sur le papier, c'est une année de formation. Dans les faits, c'est une année d'épuisement. Une enquête interne montre que les semaines de travail atteignent 55 heures, entre la formation, les cours aux élèves, les réunions et les trajets.

Notamment en cause des déplacements qui n'ont aucun sens. On fait venir des stagiaires de Lyon à Grenoble, et inversement. Les sites départementaux ont été fermés. Résultat : en moyenne 380 kilomètres par semaine et plus de 280 euros de transport par mois, et plus d'un quart d'entre eux paie un second logement. Avec la hausse du prix de l'essence et des péages, certains paient jusqu'à 700 euros de transport par mois. En face, l'IFF[1] ne prévoit que 110 euros par mois, et pas pour tout le monde. « Choisir entre essence et alimentation en fin de mois » : voilà la réalité de l'entrée dans le métier. Au-delà du coût, un quart des stagiaires passe plus de 10 heures par semaine dans les transports, soit plus d'une journée de travail supplémentaire chaque semaine.

L'organisation de la formation est déplorable. Les stagiaires s'entassent dans des amphis trop petits, certains assis par terre sous 40 degrés l'été. Il arrive même qu'ils apprennent sur place qu'aucun professeur n'est affecté à leur cours : levés à 5 h 30, 40 euros de TER dépensés… pour rien. La faute à la réforme du Capes, répond la direction de l'Inspé : il y aurait trop de stagiaires. Elle est bien la première à se plaindre d'avoir trop de professeurs, surtout en pleine mobilisation lycéenne ! Beaucoup de stagiaires ont d'ailleurs déjà démissionné.

Heureusement, les stagiaires ne se laissent pas faire. Depuis la rentrée, ils se réunissent en assemblée générale, ont élu leurs délégués, fait tourner une pétition, répondu à la presse et participé à la manifestation du 29 septembre. Ils ont même obtenu une rencontre avec la direction de l'Inspé, qui a renvoyé la balle au rectorat. Mais il a suffi que l'AG vote la grève pour mardi et mercredi pour que, dès le lendemain, le rectorat sollicite une rencontre !

Les revendications sont claires : le remboursement des frais de déplacement et la tenue des cours en visio le plus souvent possible pour limiter les coûts et la fatigue. À plus long terme, les stagiaires demandent la réouverture des sites départementaux, alors même que l'académie de Grenoble prévoit de fermer le site de Chambéry à la rentrée 2027 pour faire des économies sur leur dos.

Mardi 13 et mercredi 14 octobre, ils seront en grève et dans la rue à Grenoble, aux côtés de leurs collègues et des lycéens qui se battent eux aussi pour leur dignité et de meilleures conditions de travail.

CORRESPONDANT



1 Indemnité forfaitaire de formation : 1 100 euros brut par an, versés en dix mensualités. Elle n'est accordée qu'aux stagiaires à mi-temps dont l'Inspe se trouve dans une autre commune que leur établissement et que leur domicile, et elle remplace tout remboursement des frais réels de déplacement.

PÉTARD MOUILLÉ POUR LES INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

Après une journée de grève particulièrement réussie le 15 septembre, l'intersyndicale des industries électriques et gazières (IEG) avait pour seule perspective un rendez-vous avec la ministre, fixé au 2 octobre.

Devant l'absence de réponse du gouvernement, les syndicats décident, le 24 septembre, de « hausser le ton » et appellent à une nouvelle journée de grève le 6 octobre, passant par-dessus la date du 29 septembre, pourtant appelée de longue date par la fonction publique.

Hasard du calendrier : les lycéens et les syndicats de la fonction publique avaient eux aussi choisi le 6 octobre comme temps fort de la mobilisation. Hasard plutôt heureux qui aurait presque pu faire oublier la volonté initiale de faire bande à part, en appelant au 6 plutôt qu'au 29 septembre.

Portée par l'explosivité de la mobilisation de la jeunesse et par la répression révoltante qu'elle a subie, la journée du 6 octobre commençait à dépasser largement le seul secteur de l'éducation. La participation d'un secteur industriel aussi important que les IEG aurait pu constituer un signal fort pour l'ensemble du mouvement et, plus largement, pour l'ensemble des travailleurs.

L'INTERSYNDICALE TOURNE LE DOS À LA MOBILISATION

C'est probablement cette crainte qui a poussé la ministre déléguée à l'Énergie à adresser, le lundi 5 octobre, un courrier à l'intersyndicale, affirmant que *« le gouvernement ne retiendra en 2027 aucune évolution ayant un impact sur la fiche de paie des agents actifs des industries électriques et gazières et sur les ressources financières des agents retraités »*.

Aussitôt le courrier reçu, l'intersyndicale annonçait, triomphante, que, ayant été « entendue », elle retirait son appel à la grève pour le lendemain…

Ce recul – temporaire, puisqu'il ne concerne que 2027 – constitue bel et bien une concession du gouvernement motivée certes par la journée de grève réussie du 15 septembre, mais aussi par la volonté d'empêcher toute généralisation du mouvement de la jeunesse.

Seule la CGT, probablement sous la pression de sa base, a maintenu son appel à la grève. Après avoir signé le communiqué intersyndical et après les déclarations du secrétaire de la fédération, qui avait salué « un apaisement » et confirmé la suspension du mouvement !

Inflation, essence, grilles de salaire… Il y aurait eu bien des raisons de maintenir cette journée de mobilisation, en plus du soutien à la mobilisation des lycéens. Mais les directions syndicales ont choisi de cantonner les travailleurs des IEG à leurs revendications sectorielles et de les enfermer dans un corporatisme borné, au moment même où la mobilisation pouvait prendre une dimension plus large.

CORRESPONDANT

FILM

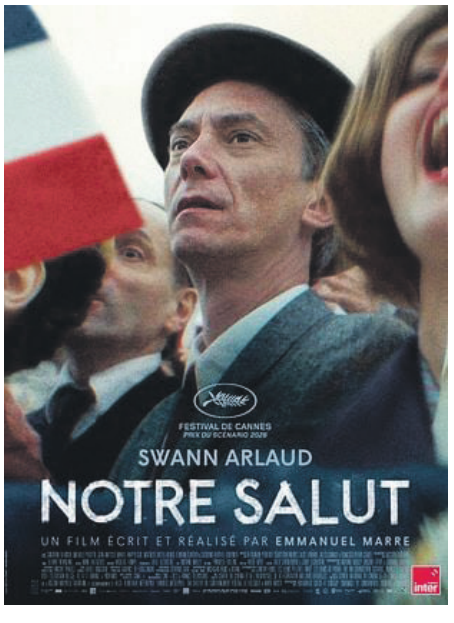
NOTRE SALUT

D'EMMANUEL MARRE

avec Swann Arlaud et Sandrine Blancke

Henri Marre est un raté. Ingénieur de formation, il a dilapidé la fortune de sa riche épouse, Paulette, en projets fumeux et se retrouve sans rien, alors que Pétain vient de conclure l'armistice qui acte la défaite militaire de la France face aux troupes du IIIe Reich.

Mais Henri Marre est un raté qui s'ignore, toujours prêt à rebondir. La situation du pays ? Une aubaine à ses yeux, l'occasion de reconstruire sur des bases saines pour ce pétainiste convaincu. Laissant femme et enfants geler dans leur appartement parisien, il rejoint Vichy et son marais d'ex et futurs fonctionnaires cherchant à se caser. C'est ainsi qu'Henri Marre se retrouve à rencontrer un ministre vichyssois pour obtenir un poste dans son cabinet… Il n'y parviendra pas car, paradoxe de ce régime où tous les grenouillages étaient de mise, sa faillite est inscrite à son casier judiciaire : on pouvait tuer impunément, mais pas avoir un casier judiciaire !



Il atterrit néanmoins à la lutte contre le chômage au ministère du Travail. Un service dont la principale activité consiste à bâtir des baraquements pour étrangers, utilisés comme main-d'œuvre quasi gratuite et envoyée en Allemagne au gré des demandes des forces d'occupation.

Le film d'Emmanuel Marre est une chronique de l'administration de Vichy vue d'en bas, ou du moins du bas d'une petite bureaucratie aussi pleutre que carriériste. D'un endroit où l'organisation de la déportation des Juifs pose avant tout des problèmes techniques, n'entraînant que des résistances dues aux coûts, pas au fait qu'on est en train de parler des vies de milliers d'êtres humains. Et quand l'un de ces fonctionnaires fait preuve d'un fond d'humanité, ce n'est pas son geste qu'on approuve ou sanctionne : on ne regarde que le trou dans la caisse qu'il faut justifier… Relativement loin des sommets de « l'État français », une chronique de la compromission ordinaire mais meurtrière, celle qui entraîne peu à peu sur une pente glissante.

Emmanuel Marre est l'arrière-petit fils d'Henri et Paulette. Dans sa famille, on parlait d'Henri en disant qu'il avait été pétainiste. Sans plus. En découvrant la correspondance de ses aïeux, soigneusement conservée par sa tante, il s'est rendu compte qu'Henri Marre était un pétainiste convaincu, profondément réactionnaire, auteur d'un livre, *Notre salut*, édité à compte d'auteur par l'éditeur de *Mein Kampf* et dans lequel il développe des idées « managériales » destinées à « redresser » un pays tombé au plus bas. Une correspondance qui témoigne de la dégradation des relations amoureuses d'un couple aux préoccupations égoïstes, pour ne pas dire claniques.

Le film d'Emmanuel Marre est très long – deux heures quarante –, mais tout est remarquable. Les plans comme le jeu subtil des acteurs (dont Swann Arlaud, aux antipodes de ses convictions personnelles), font très bien ressortir la « banalité » de scènes qui, avec nos yeux d'aujourd'hui, n'ont rien de banal. Comme bien d'autres, Henri profite de la spoliation des Juifs. Ce n'est pas lui qui a décidé leur spoliation, mais ça ne le gêne pas d'en profiter. Pauline, sa femme, aurait simplement voulu être au courant…

Le film est émaillé de références à la société actuelle. Celle des Valls et des Macron, voire de la petite bureaucratie politique lepéniste. Pas celle que nous promet Le Pen. Tout le monde note l'anachronisme des musiques, modernes, sur lesquelles on danse dans le film. Mais le message se fait plus précis lorsque les fonctionnaires chargés de lutter contre le chômage énoncent les règles qui doivent s'imposer : un chômeur peut refuser deux affectations, mais il est obligé d'accepter la troisième. Toute ressemblance avec des situations actuelles n'a absolument rien de fortuit !

On ne pleure pas, en regardant *Notre salut*. On ne rit pas non plus. On reste sidéré de la banalité des personnages, dont on a l'impression qu'ils pourraient être les actuels politiciens de droite et extrême droite. Aujourd'hui. Pas de grande scène spectaculaire, donc. Mais des séquences qui s'impriment dans votre esprit et vous poursuivent : en sommes-nous déjà là ? Les Macron et autres Retailleau n'auraient pas dénoté dans le film. D'ailleurs, la voix prêtée à Pétain est étonnamment jeune et vous nous direz qui elle vous rappelle !

On s'interroge, donc. N'est-il pas temps de casser la baraque, de refuser qu'on embarque un migrant sous nos yeux, que des brutes en uniforme de flic malmènent des jeunes simplement parce qu'ils viennent « des cités » ? Il est toujours temps de se révolter !

JEAN-JACQUES FRANQUIER

SUCCÈS DE LA FÊTE DU NPA-R-33 LE 10 OCTOBRE

Nous étions près de 200 pour une belle fête des révolutionnaires marquée par l'irruption de la jeunesse et les débats sur ses perspectives alors que le gouvernement intensifie son offensive, réprime car n'a rien à lâcher et que le capitalisme mondialisé s'enfonce dans une crise globale, une concurrence généralisée et la guerre.

Des camarades de LO et RP ont participé au débat entre nos trois organisations qui posait la question des responsabilités des révolutionnaires dans la période alors que chacune cherche à se présenter à la Présidentielle. Plusieurs camarades ont dit leur désaccord avec ce choix et la nécessité de rompre avec les rivalités pour mener une campagne autour d'un programme pour les luttes, pour disputer le pouvoir à la finance pour une autre organisation de la société, le socialisme et le communisme.

Étaient également présents Nedjib Sidi Moussa pour son livre *Le spectre du colonialisme*, et Ahmed Essam, réalisateur égyptien, pour son court métrage *Dear Hussein* sur le printemps égyptien. Une super équipe avait préparé un repas iranien suivi du concert du groupe de rock *Embryon* conclu par l'Internationale… La lutte et le débat continuent !

AGENDA

LE SAMEDI 7 NOVEMBRE 2026

Fête du NPA-Révolutionnaires à Metz le 7 novembre

Débats – expositions – musique – librairie – garderie – repas – tombola Metz le 7 novembre 2026 à partir de 14 h CALP, 2 rue Mgr Pelts Mettis A et B arrêt felix alcan

LE JEUDI 12 NOVEMBRE 2026 À 19 H 30

Meeting du NPA-R à Rouen

Contre l'extrême droite, l'exploitation et la guerre Tout le pouvoir aux travailleurs et aux travailleuses Meeting du NPA-Révolutionnaires à Rouen le 12 novembre avec Selma Labib, candidate et conductrice de bus, et Gaël Quirante, porte-parole national de campagne. 19 h 30, MJC Saint Sever

En Belgique aussi !

Depuis le 1er octobre, en Belgique francophone, les lycéens sont aussi en mouvement. Ils dénoncent leurs conditions d'étude : trop d'élèves par classe, des bâtiments vétustes… comme en France !

Une situation qui devrait encore se dégrader. En effet, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a prévu un plan d'économies de 500 millions d'euros d'ici à 2029. Conséquences : l'augmentation des frais d'inscription à l'université, passés à 1 200 euros pour plus de la moitié des futurs étudiants, soit un bond de près de 400 euros, la suppression de l'abonnement à 12 euros par an dans les transports en commun pour les moins de 26 ans, qui devront désormais en débourser 180. Et, pour les professeurs, l'ajout de deux heures de cours supplémentaires par semaine, sans augmentation de salaire.

Comme en France, le mouvement se heurte à la répression. À Liège, devenu l'épicentre du mouvement, la police a arrêté des dizaines de jeunes et le maire vient de prendre un arrêté d'interdiction des rassemblements.

Des mesures qui n'empêchent pas la contestation de se généraliser : vendredi 9 octobre, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Bruxelles contre la politique d'austérité du gouvernement belge. Sous prétexte d'économies budgétaires, il attaque les retraités en repoussant l'âge légal de départ de 66 ans actuellement à 67 ans à partir de 2030, les chômeurs avec la limitation à deux ans des allocations de chômage, ce qui a déjà fait basculer la moitié des chômeurs vers l'aide sociale voire l'absence totale de revenu, et lèse l'ensemble des classes populaires avec la hausse prévue de la TVA. Comme en France, la coalition des colères semble donc bien à l'ordre du jour !

LYDIE GRIMAL

L'EXTRÊME DROITE EN DÉFENSE DE LA POLICE

On chercherait vainement la moindre parole de soutien au mouvement de la jeunesse de la part de l'extrême droite. Comme à chaque fois que les travailleurs ou les jeunes descendent dans la rue, ses représentants se font discrets et s'en désolidarisent. Ils sont plus bavards quand il s'agit de soutenir… la police !

PETIT FLORILÈGE, LOIN D'ÊTRE EXHAUSTIF

Au tout récent Salon de l'élevage en Auvergne, d'Éric Zemmour : *« Le travail, le travail, le travail, et pas pleurnicher parce qu'on travaille de 8 heures à 18 heures »* ; au même endroit, de Marine Le Pen : *« Nous n'avons plus l'argent pour payer à fonds perdus ceux qui s'amusent à casser les biens communs »* ; de Jordan Bardella, sur son compte X : *« Jusqu'à quand va-t-on tolérer cette barbarie* [des jeunes] *? Jusqu'à quand va-t-on laisser notre pays sombrer sans réagir ? »* Bardella encore, sur TF1 : *« Le retour de l'ordre et de la sécurité sera l'un des grands enjeux des cinq années qui viennent. »*

On a bien compris. En tout cas, si certains parents de lycéens matraqués penchaient pour le RN, ils ont dû se rendre compte que c'est casse-gueule !

MICHEL GRANDRY

WEEK-END DE FORMATION DU NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES

28-29 NOVEMBRE

Tu es jeune, tu participes aux grèves, blocus ou manifs en ce moment, cette société te révolte et tu te demandes comment la transformer ? Viens à notre week-end de formation, les 28 et 29 novembre en région parisienne.

Tu as sans doute été en manif, peut-être bloqué ton lycée ou ta fac ces dernières semaines. On a vu des **milliers de jeunes descendre dans la rue** et **s'organiser pour faire entendre leur colère**. La seule réponse du gouvernement : envoyer les flics qui, quand ils ne tirent pas sur les jeunes révoltés à bout portant, les embarquent et cassent les blocus. Dans le même temps, il annonce la suppression de plus de 1 500 postes d'enseignants… Pour nous, ce mépris et cette violence n'ont rien d'étonnant : dans cette **société capitaliste,** ce sont les patrons et les actionnaires qui ont le pouvoir, et les gouvernements à leur botte. Mais, s'ils ont tant réprimé, c'est aussi qu'ils ont peur : ils voient que, lorsqu'on s'organise, qu'on est nombreux à descendre dans la rue et qu'on pourrait même déclencher un mouvement d'ensemble aux côtés des travailleurs qui pourrait bien changer les choses et tout leur reprendre !

En ce moment, des travailleurs et des jeunes se battent, expriment leur colère et leur révolte. Nous voulons leur apporter une perspective politique, celle de la révolution, du communisme, du renversement de ce système !

Comprendre le monde pour se donner les moyens de le renverser, c'est le programme de ces deux jours de formation. Ce sera l'occasion de discuter du mouvement en cours, de la façon de faire face à l'extrême droite, des révolutions du passé pour préparer celles de l'avenir, mais aussi des trahisons qui ont eu lieu pour ne plus se faire avoir.

Les week-ends de formation du NPA-Révolutionnaires, ce sont plusieurs centaines de jeunes venant de partout en France qui se rassemblent pour discuter de comment transformer cette société. Pas besoin d'être déjà militant : c'est ouvert à tous ! Si ça t'intéresse, flashe le QR code pour t'inscrire !

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES_REVO

Une histoire de blessure fantôme

761 policiers blessés ? Vraiment ? À Besançon, à côté du lycée professionnel Jules-Haag, les lycéens ont pu voir de leurs propres yeux la réalité derrière les chiffres répétés par les médias. Entre deux salves de lacrymos, une membre des CRS se fait escorter par ses collègues pour être examinée par un pompier un peu plus loin. Manque de bol, d'autres lycéens étaient là et ont pu entendre la réaction du pompier : *« Mais je ne comprends pas, elle n'a rien ! »* Peut-être se trompait-il, peut-être pas. En tout cas, cela jette le doute sur la réalité des « 761 » policiers blessés… Si c'était un peu grave, est-ce que ce ne serait pas claironné ? Par contre, les mutilations subies par les lycéens, elles, sont bien réelles, et documentées.

AUX REVENDICATIONS DE LA JEUNESSE, LE GOUVERNEMENT RÉPOND PAR… UN FORMULAIRE À REMPLIR

C'est la « blague » qui fait rire des centaines de lycéens sur les blocus. Alors que, depuis deux semaines, les jeunes affrontent la répression brutale de la police pour exprimer leurs revendications, Édouard Geffray a annoncé le 6 octobre l'ouverture… d'une plateforme en ligne pour recueillir leurs *« revendications »* et leurs *« inquiétudes »*. Il promet *« un événement de restitution nationale pour pouvoir apporter des réponses structurées »… « fin octobre »* !

Dans les *« documents d'accompagnement pédagogique »* pour le prétendu *« temps de démocratie interne »* voulu par Lecornu dans les classes, on trouve des tableaux listant les *« thèmes »*, *« revendications »* (en une phrase !), *« priorités »*…

Si Geffray n'a pas osé le coup du numéro vert comme au moment de la canicule, c'est tout comme !

Leurs revendications, les lycéennes et lycéens les ont déjà exprimées très clairement depuis 15 jours sur les blocus, dans leurs AG… et sur leurs pancartes hilarantes !

